ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 9 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1966	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 153

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

4530. Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

642. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἐνίων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας προσωπικοῦ ΗΕΜ τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ ἀπὸ 17.12.30 Διατάγματος. 2

643. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἀπὸ 7.6)26.7.52 Β.Δ. τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὰ Ἀεροπορικὰ Πτυχία Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενέστερον. 3

644. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 15.12.1955)10.1.1956 Β. Δ)τος περὶ σημάτων ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεως ἀεροσκαφῶν Πολιτικῆς Ἀεροπορίας. 4

645. Περὶ προσθήκης τῆς Ρευματολογίας εἰς τὰς συναφεῖς Ἰατρικὰς Εἰδικότητας. 5

646. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 359)65 Β. Δ. «περὶ καθορισμοῦ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων». 6

647. Περὶ καταργήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 13)6.9.56 Β. Δ. «περὶ συστάσεως Πρωτοβαθμίου Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας»..... 7

648. Περὶ τροποποιήσεως τῶν ὑπ' ἀριθ. 358)65 καὶ 359) 1965 Β. Δ)των «περὶ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων»..... 8

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 566 Β. Δ)γμα Ὑπουργ. Συγκοινωνιῶν. 9

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 556 Βασ. Δ)γμα Ὑπουργ. Συγκοινωνιῶν. 10

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4530

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 21 Ἰουνίου 1966 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου ἡ ἐν Γενεύῃ τὸ 1963 συναφθεῖσα μετὰ τῶν Α', Β', Γ' καὶ Δ' παραρτημάτων αὐτῆς, ἣν ὑπέγραψεν ἡ Ἑλλὰς ἐν Μαδρίτῃ τὴν 29ην Ἰουνίου 1963 καὶ ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

ONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL

CCORD INTERNATIONAL SUR L'HUILE D'OLIVE

1963

exte adopté à la dernière séance plénière de la Conférence, le 20 avril à Genève

PREAMBULE

i) Rappelant que la culture de l' olivier:

– est une culture fruitière pérenne qui, dans des conditions jugées normales, commence à produire à âge variant entre 6 et 15 ans pour atteindre sa maturité entre 80 et 120 ans,

–est une culture indispensable à l' entretien et à conservation de certains sols et permet de valoriser des terrains qui ne supportent pas l' implantation autres cultures,

– est une culture dont dépendent l' existence et niveau de vie de millions de familles qui sont absolument dépendantes des mesures qui sont prises pour maintenir et développer la consommation de ses produits, tant dans les pays producteurs eux-mêmes que dans les pays consommateurs non producteurs,

Rappelant que, si l' huile d' olive qui représente principale ressource tirée de la culture de l' olivier, occupe une place relativement restreinte dans l' alimentation mondiale actuelle, elle n' en constitue pas moins un produit de base essentiel dans les régions où ladite culture est implantée,

Soulignant, à cet égard, la très grande importance cette production dans l' économie de nombreux pays.

ii) Rappelant que la caractéristique essentielle marché de l' huile d' olive réside dans l' irrégularité des récoltes et de l' approvisionnement du marché, les irrégularités se traduisant par des fluctuations dans valeur de la production, par l' instabilité des prix des recettes d' exportation, ainsi que par des écarts considérables dans les revenues des producteurs.

Rappelant qu' il en résulte des difficultés spéciales qui peuvent causer des préjudices graves aux intérêts des producteurs et des consommateurs et compromettre les politiques générales d' expansion économique dans les pays des régions où la culture de l' olivier est implantée et où elle est susceptible de l' expansion nécessaire.

Soulignant qu' il importe de remédier à cette situation par des mesures appropriées tenant compte des données trés particulières de la culture de l' olivier et du marché de l' huile d' olive.

iii) Rappelant que ces mesures dépassent le cadre national et qu' une action internationale est indispensable,

iv) Estimant qu' il est essentiel de poursuivre en développant l' oeuvre de l' Accord international sur huile d' olive de 1956, modifié par le protocole du avril 1958.

Les Gouvernements parties au présent accord sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Objectifs Généraux

Article Premier

Le présent Accord a pour but:

1. D' assurer entre les pays exportateurs d' huile d' olive, producteurs ou non, une concurrence loyale, et aux pays importateurs la livraison d' une marchandise conforme à tous les termes des contrats passés;

2. De mettre en oeuvre ou de faciliter l' application des mesures tendant à l' expansion de la production, de la consommation et des échanges internationaux d' huile d' olive;

3. De réduire les inconvénients qui tiennent aux fluctuations des disponibilités sur le marché;

4. De poursuivre en la développant l' oeuvre de l' Accord international sur l' huile d' olive de 1956.

CHAPITRE II

Membres

Article 2

L' Accord est ouvert aux Gouvernements de tous les Etats Membres des Nations Unies ou de l' Organisation des Nations Unies pour l' alimentation et l' agriculture qui estiment être intéressés par les problèmes concernant l' huile d' olive et qui remplissent les conditions prévues à l' article 36 du présent Accord.

CHAPITRE III

Définitions

Article 3

1. Par «Conseil» on entend le Conseil Oléicole visé à l' Article 21 du présent Accord.

2. Par «Comité exécutif» on entend le Comité institué dans les conditions définies à l' Article 30 du présent Accord.

3. Par «campagne oléicole» on entend la période allant du ler octobre de chaque année au 30 septembre de l' année suivante.

4. Par «Gouvernement d' un pays principalement producteur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire métropolitain et les autres territoires quel que soit le lien de droit interne unissant ces territoires à la Métropole, pris dans leur ensemble à la date à laquelle ledit Gouvernement est devenu partie au présent Accord, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1956]57 à 1961]62, une quantité d' huile d' olive supérieure à leurs importations annuelles moyennes d' huile d' olive au cours de la période 1957 à 1962.

5. Par «Gouvernement d' un pays principalement importateur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire métropolitain et les autres territoires, quel que soit le lien de droit interne unissant ces territoires à la Métropole, pris dans leur ensemble à la date à laquelle ledit Gouvernement est devenu partie au présent Accord, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1956]57 à 1961]62, une quantité d' huile d' olive inférieure à leurs importations annuelles moyennes d' huile d' olive au cours de la période 1957 à 1962.

CHAPITRE IV

Obligations Génerales

Article 4

Les Gouvernements participants s' engagent à ne prendre aucune mesure allant à l' encontre des obligations contractées aux termes du présent Accord et des objectifs généraux définis à l' article premier.

Article 5

Les Gouvernements participants s' engagent à prendre les mesures qu' ils estiment appropriées pour faciliter les échanges et développer la consommation de l' huile d' olive.

Article 6

Les Gouvernements participants déclarent qu' en vue d' élever le niveau de vie des populations et d' éviter l' introduction de pratiques de concurrence dé-

loyale dans le commerce mondial de l' huile d' olive, ils s' efforceront de maintenir des normes de travail équitables dans toutes les activités oléicoles ou dérivées de l' oléiculture.

Article 7

Les Gouvernements participants s' engagent à rendre disponibles et à fournir toutes les statistiques, les informations et la documentation nécessaires au Conseil pour lui permettre de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord et, notamment, toutes les indications dont il a besoin pour établir le bilan oléicole et connaître la politique nationale oléicole des Gouvernements participants.

CHAPITRE V

Denominations et Definitions des Huiles d' Olive Appellations d' Origine et Indications de Provenance pour le Commerce International

Article 8

1. La dénomination «huile d' olive» est réservée à l' huile obtenue exclusivement de l' olive, sans mélange avec une huile provenant d' un autre fruit ou graine oléagineuse ou avec une huile provenant de graisses animales.

2. Les Gouvernements participants s' engagent à supprimer sur leurs territoires, dans un délai de deux ans à partir de la date à laquelle ils deviennent parties au présent Accord, tout emploi de la dénomination «huile d' olive», seule ou combinée avec d'autres mots, qui ne soit pas en conformité du présent Article.

3. La dénomination «huile d' olive» employée seule ne peut en aucun cas s' appliquer aux huiles de grignons d' olive.

Article 9

1. Pour le commerce international, les dénominations des huiles d' olive de différentes qualités sont données dans l' Annexe A au présent Accord, qui précise, pour chaque dénomination, la définition caractéristique correspondante.

2. Ces dénominations doivent obligatoirement être employées pour chaque qualité d' huile d' olive et figurer en caractéres très lisibles sur tous les emballages.

Article 10

1. Les Gouvernements participants s' engagent à prendre toutes les mesures qui, dans la forme requise par leur législation respective, assurent l' application des principes et dispositions énoncés aux Articles 8, 9, 11 et 12 du présent Accord.

2. Ils s'engagent notamment à prohiber et à réprimer l' emploi sur leur territoire, pour le commerce international, d' appellations d' origine, d' indications de provenance et de dénominations des huiles d' olive contraires à ces principes. Cet engagement vise toutes mentions apposées sur les emballages, les factures, les lettres de voiture et les papiers de commerce, ou employées dans la publicité, les marques de fabrique, les noms enregistrés et les illustrations se rapportant a la commercialisation internationale des huiles d' olive, pour autant que ces mentions pourraient constituer de fausses indications ou prêter à confusion sur l' origine, la provenance ou la qualité des huiles d' olive.

Article 11

1. Les appellations d' origine ou les indications de provenance, lorsqu' elles sont données, ne peuvent s' appliquer qu' à des huiles d' olive vierges, produites exclusivement dans le pays, la région ou la localité mentionné, ou en provenant exclusivement.

2. Les coupages d' huiles d' olive, quelle que soit leur origine, ne peuvent porter que l' indication de provenance du pays exportateur. Cependant, lorsque les huiles ont été conditionnées et exportées du pays qui fournit les huiles d' olive vierges entrant dans le coupage, elles peuvent être identifiées par l' appellation d' origine de l' huile d' olive vierge entrant dans la composition dudit coupage. Lorsqu' il est fait état de la dénomination générique «Riviera», notoirement connue dans le commerce international de l' huile d' olive pour des coupages d' huile d' olive vierge et d' huile d' olive raffinée, cette dénomination doit obligatoirement être precedée du mot «type». Le mot «type» doit figurer sur tous les emballages en caractères typographiques de même dimension et de même présentation que le mot «Riviera».

Article 12.

1. En ce qui concerne les appellations d' origine et les indications de provenance, les contestations suscitées par l' interprétation des clauses du présent chapitre de l' Accord ou par les difficultés d' application qui n' auraient pas été résolues par voie de negociations directes seront examinées par le Conseil.

2. Le Conseil procédera à un essai de conciliation, après consultation de la Fedération internationale d' oléiculture, d' une organisation professionnelle qualifiée d' un pays principalement importateur et s' il l' estime opportun, après consultation du Bureau international pour la protection de la proprieté industrielle, de la Chambre de Commerce internationale et du Bureau international permanent de chimie analytique ; en cas d' insuccés et après que tous les moyens auront été mis en oeuvre pour arriver à un accord, les Gouvernements des Etats participants interéssés auront le droit de recourir, en dernier instance, à la Cour Internationale de Justice.

CHAPITRE VI.

Propagande Mondiale en Faveur de la Consommation d' Huile d' Olive
Programmes de propagande

Article 13.

1. Les Gouvernements participants s' engagent à entreprendre en commun une action générale de propagande en faveur de l' huile d' olive en vue de maintenir et d'augmentar la consommation de cette denrée dans le monde, en se fondant sur l' utilisation de la dénomination «huile d' olive» telle qu' elle est définie à l' Article 8 du present Accord.

2. Ladite action sera entreprise sous une forme éducative et publicitaire et portera sur les caracteristiques organoleptiques et chimiques ainsi que sur les propriétés nutritives, thérapeutiques et autres de l' huile d' olive, à l' exclusion de toute indication de qualité, d' origine et de provenance.

3. Les ressources du Fonds de propagande seront utilisées en tenant compte des critères suivants :

i) maintien et developpement des débouchés actuellements existants ;

ii) création de nouveaux débouchés pour l' huile d' olive ;

iii) rentabilité des investissements publicitaires.

Article 14.

Les programmes géneraux et partiels de propagande à entreprendre en vertu de l' Article 13 ci - dessus sont arrêtés par le Conseil, après consultation des organismes et institutions appropriés, en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet.

Article 15

Le Conseil est chargé d' administrer les ressources affectées à la propagande commune. Il établit chaque année, en annexe à son propre budget, un état prévisionnel des recettes et des dépenses destinées à cette propagande .

Fonds de Propagande

Article 16.

1. Les Gouvernements participants des pays principalement producteurs s' engagent à mettre à la disposition du Conseil, pour chaque campagne oléicole, en vue de la propagande commune, une somme équivalent à 300.000 dollars des Etats - Unis d' Amérique et payable en cette devise. Toutefois, le Conseil peut décider dans quelle proportion chaque Gouvernement est admis à verser sa contribution dans d' autres devises.

Le montant de 300.000 dollars précité peut être augmenté par le Conseil, sans toutefois dépasser 500.000 dollars, à condition que cette augmentation soit acceptée par tous les pays participants principalement producteurs.

Le montant de 300.000 dollars visé ci - dessus peut être reduit si la production totale des pays parties au préssent Accord représente moins de 80 % de la production mondiale de l' huile d' olive au cours de la periode de référence citée à l' Article 3. Dans ce cas, le montant de 300.000 dollars est reduit à un montant proportionnel à la fraction que représente la somme des productions des pays principalement producteurs qui sont parties au presént Accord dans la production mondiale.

Par entente spéciale avec le Conseil, les Gouvernements des autres pays participant peuvent verser des contributions au Fonds de propagande. Ces contributions s' ajoutent au montant du Fonds de propagande tel qu' il est déterminé en application des alineas précédents du présent parargraphe.

2. Les Gouvernement participants des pays principalement producteurs, tels qu' ils sont définis à l' Article 3, contribuent au Fonds de propagande selon le coefficient établi pour chacun d' eux à l' Annexe B du Présent Accord. Cependant, le Conseil peut réviser ces coefficients par décision unanime des pays participants principalement producteurs.

3. Les contributions au Fonds de propagande des Couvernements des pays principalement producteurs, non mentionnés à l'Annexe B précitée, qui deviennent parties au present Accord sont déterminées par application à chacun d'eux d'un coefficient fixé par entente spéciale entre le Conseil et chaque Gouvernement intéressé et calculé en fonction des coefficients figurant à l'Annexe B au présent Accord en ce qui concerne les Gouvernements qui y sont mentionnés.

4. Les contributions au Fonds de propagande sont dues pour l' exercice financier entier, y compris pour l' exercice au cours duquel sont déposés les instruments de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhesion, quelle que soit la date de ce dépôt.

5. Les contributions au Fonds de propagande sont exigibles au début de chaque campagne oléicole et, pour la première campagne oléicole du présent Accord, aussitôt après la première session du Conseil, dans les conditions déterminées par celui - ci dans le respect des dispositions des paragraphes précedents.

6. Les contributions au Fonds de propagande des Gouvernements qui deviennent parties au présent Accord postérieurement à son entrée en vigueur, sont exigibles dès que ces Gouvernements sont devenus parties au présent Accord, pour la campagne oléicole en cours et, ensuite, dans les mêmes conditions que pour les autres parties.

7. En cas de retard dans le versement de la contribution au Fonds de propagande, les dispositions du paragraphe 5 de l' Article 33 sont applicables.

8. A l' expiration de l' Accord, et sauf reconduction ou renouvellement de celui - ci, les fonds éventuellement inutilisès pour la propagande seront reversés aux Gouvernements participants au prorata du total de leurs contributions à cette propagande pendant la durée de l' Accord International sur l' Huile d' Olive, 1956 et celle du présent Accord.

9. Pour toutes les décisions relatives à la propagande chaque Gouvernement participant d' un pays principalement producteur dispose d' un nombre de voix proportionnel à sa contribution au Fonds de propagande au titre du présent Article. Chaque fraction de voix résultant de l' application du coefficient établi conformément aux dispositions du présent Accord est comptée pour une voix.

Lorsqu' un pays passe, dans le cadre du dernier alinéa du paragraphe I du présent Article, une entente spéciale avec le Conseil pour le versement d' une contribution au Fonds de propagande, il acquiert un nombre de voix proportionnel à sa contribution, à condition que l' entente dont il s' agit concerne la periode restant à courir jusqu' à l' expiration de l' Accord.

Article 17

L' execution technique des programmes de propagande peut être confiée par le Conseil à des organismes spécialisés de son choix, réprésentatifs des activités oléicoles, entre à la Federation internationale d' oléiculture.

Article 18.

Le Conseil est, habilité à recevoir des dons des Gouvernements ou d' autres origines pour la propagande commune. Ces ressources occasionnelles s' ajoutent au montant du Fonds de propagande déterminé en vertu de l' Article 16 du présent Accord.

CHAPITRE VII.

Mesures Economiques

Article 19.

1. Dans le cadre des objectifs généraux définis à l' Article premier du present Accord, en vue de contribuer à la normalisation du marché de l' huile d' olive et de remédier à tout déséquilibre entre l' offre et la demande internationales provenant de l' irregularité des recoltes ou d' autres causes, le Conseil procède, au début de chaque campagne oléicole, à un examen détaillé des bilans oléicoles et à une estimation globale des ressources et des desoins en huile d' olive, à partir des informations fournies par chaque Gouvernement participant conformément à l' Article 7 du présent Accord, de celles qui peuvent lui être communiquées par les Gouvernements non participants interessés au commerce international de l' huile d' olive et de toute autre documentation statistique pertinente dont il pourrait disposer.

2. Le 1er mars de chaque année, au plus tard, les Gouvernements participants annoncent officiellement au Conseil les excédents d' huile d' olive détenus dans leur pays dépassant les exportations normales signalées en vertu du paragraphe 1, qu' ils désirent exporter dans les pays participants ou autres pendant la campagne oléicole en cours.

3. Le 1er mars de chaque année, au plus tard, les Gouvernements des pays déficitaires, après évaluation de tous leurs besoins en matière de consommation et

l' exportation, annoncent officiellement au Conseil leurs besoins estimatifs d' importations pendant la campagne oléicole en cours.

4. Le 1er Avril au plus tard, le Directeur du Conseil notifie à tous les Gouvernements participants les estimations d' excédents et de déficits en huile d' olive des pays membres et d' autres pays pendant la campagne oléicole en cours, afin de faciliter des négociations directes entre les entreprises d' exportation et d' importation des pays participants. Les Gouvernements participants communiquent au Conseil aussitôt que possible les résultats positifs ainsi obtenus., dont ils auraient connaissance.

5. Le 31 mai au plus tard, le Conseil procède à une nouvelle estimation globale des ressources et des besoins en huile d' olive et à un nouvel examen de la situation du marché en tenant compte de toutes les informations dont il dispose à cette date, et il peut proposer aux Gouvernements participants les mesures qu' il juge opportunes.

Article 20.

Le Conseil poursuivra ses études en vue de présenter, aussitôt que possible, aux Gouvernements participants des recommandations destinées à assurer la normalisation à long terme du marché oléicole par l-application de mesures appropriées ayant pour objet d' encourager les échanges internationaux.

CHAPITRE VIII.

Administration

Conseil oléicole

Article 21.

Un Conseil oléicole est chargé d'administrer le présent Accord

Fonctions du Conseil

Article 22.

1. Dans le cadre des fonctions d' administration qui lui incombent aux termes de l' Accord et indépendamment de ses attributions particulières en ce qui concerne le Fonds commun de propagande, le Conseil est chargé de promouvoir l' action de régularisation et d' expansion de l' economie oléicole mondiale par tous encouragements en son pouvoir dans les domaines de la production, des échanges et de la consommation.

2. Le Conseil examine les moyens d' assurer une augmentation de la consommation d' huile d' olive. Il est notamment chargé de faire aux Gouvernements participants toutes recommandations appropriées concernant :

i) l' adoption et l' application d' un contra - type international pour les transactions sur les huiles d' olive;

ii) la constitution et le fonctionnement de bureaux d' arbitrage internationaux pour les litiges éventuels en matière de transactions sur les huiles d' olive ;

iii) l' unification des normes relatives aux caracteristiques physiques et chimiques de l' huile d' olive ;

iv) l' unification des méthodes d' analyse de l' huile d' olive.

3. Le Conseil prend toutes dispositions adéquates tendant à la rédaction d' un code des usages loyaux et constants du commerce international de l' huile d' olive, notamment en matière de marges de tolérance.

4. Le Conseil prend toutes mesures qu' il juge utiles pour la repression de la concurrence déloyale sur le plan international de la part d' Etats qui ne sont pas parties à l' Accord ou de ressortissants de ces Etats.

5. Le Conseil peut égalemant entreprendre des études sur les questions concernant l' huile d' olive, la régularisation du marché oléicole et son expansion.

Il est, en outre, autorisé à entreprendre où à faire entreprendre d' autres travaux , notamment la recherche de renseignements détaillès se rapportant à une aide spéciale, sous différentes formes, aux activités oléicoles, afin de pouvoir formuler toutes suggestions et recommandations qu' il estime appropriées pour atteindre les objectifs d' ensemble énumérés à l' Article premier du présent Accord.

Toutes ces études et tous ces travaux doivent notamment se rapporter au plus grand nombre possible de pays et tenir compte des conditions générales sociales et économiques des pays intéressés.

6. Les Gouvernements participants font part au Conseil des conclusions auxquelles les aura conduits l' examen des recommandations et des suggetions mentionnées au présent Article.

Article 23.

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient à jour la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu' il juge souhaitable. En cas de conflit entre le réglement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l' Accord prévaut.

2. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu' il peut juger utiles et nécessaires.

3. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord.

4. Le Conseil peut déléguer au Comité exécutif, constitué dans les conditions spécifiées à l' Article 30, l' exercice de chacun de ses pouvoirs et de chacune de ses fonctions, à l' exception de ceux ou de celles qui sont prévus à l' Article 16, au paragraphe 1 de l' Article 25 et aux paragraphes 2 et 3 de l' Article 33. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer cette délégation de pouvoirs.

5. Le Conseil peut nommer les comités spéciaux qu' il juge utiles en vue de l' assister dans l' exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

6. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l' exécution des dispositions du présent Accord.

Composition du Conseil

Article 24.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent Article, chaque Gouvernement participant est membre du Conseil avec droit de vote. Il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par autant de conseillers que chaque Gouvernement participant l' estime nécessaire.

2. Si un Gouvernement participant d' un pays principalement intéressé à l' importation ou à la consommation d' huile d' olive assure la représentation internationale d' un ou de plusieurs territoires dépendants ou autonomes principalement intéressés à la production ou à l' exportation d' huile d' olive, ou vice versa, ce Gouvernement a droit au sein du Conseil, soit à une représentation commune avec les territoires dépendants ou autonomes dont il assure la représentation internationale, soit, s' il le désire, à une représentation distincte du ou des territoires mentionnés ci - dessus.

3. Le Conseil élit, parmi les membres des délégations des Gouvernements participants, un Président qui n' pas le droit de vote et qui demeure en fonction pen-

dant une campagne oléicole. Dans le cas où le Président est un délégué votant, son droit de vote est exercé par un autre membre de la délégation de son Gouvernement. Le Président n' est pas rétribué.

4. Le Conseil élit également, parmi les membres des délégations des Gouvernements participants, un Vice - Président· Si ce Vice-President est un délégué votant, il exerce son droit de vote sauf lorsqu' il assume les fonctions de Président, auquel cas il délègue ce droit à un autre membre de sa délégation. Le vice - Présid ent demeure en fonction pendant une campagne oléicole et n' est pas rétribué.

Réunions du Conseil

Article 25.

1. Le Conseil a son siège à Madrid, à moins qu' il n' en décide autrement à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il y tient ses sessions, à moins qu' il ne décide à titre exceptionnel, de tenir une session particulière en un autre lieu.

2. Le Conseil se rénuit au moins deux fois par an, compte tenu notamment des dispositions de l' Article 19 du présent Accord.

3. Le Conseil peut être convoqué à tout moment à la discrétion de son Président. Celui - ci convoque également le Conseil si la demande en est faite :

i) par cinq Gouvernements participants :

ii) par un ou plusieurs Gouvernements participants détenant au moins 10 pour 100 du total des voix ;

iii) par le Comité Exécutif ;

iv) lorsqu' un membre du Conseil fait appel d' une décision dudit Comité en vertu du paragraphe 8 de l' Article 30 du présent Accord.

4. Les convocations aux sessions visées au paragraphe 2 du présent Article doivent être adressées à moins trente jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Les convocations aux sessions visées au paragraphe 3 du présent Article doivent être addressées au moins sept jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Article 26.

Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil est constitué par les deux tiers du total des voix, étant entendu que ce quorum comprend les voix d'au moins deux Gouvernements de pays visés au paragraphe 5 de l'Article 3 du présent Accord. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint au jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à l'Article 25, ladite réunion se tient vingt-quatre heures plus tard et la présence de représentants détenant 50 pour 100 au moins du total des voix des Gouvernements participants constitue alors le quorum.

Article 27.

Le Conseil peut prendre des décisions, sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le Président et les Gouvenements participants, sous réserve qu'aucun Gouvernement participant ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Gouvernements participants et elle est consignée au procès-verbal de la rèunion suivante du Conseil.

Article 28.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 de l'Article 16, le nombre de voix attribué à chaque pays participant est celui figurant à l'Annexe C au présent Accord.

2. Toutefois, jusqu'à la ratification du présent Accord par chacun des deux pays disposant du plus grand nombre de voix selon l'Annexe C, les dispositions des Articles 26, 28, 29 et du paragraphe 1 de l' Article 33 de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1956 reproduits à l'Annexe D au présent Accord demeurent en vigueur.

3. Le nombre de voix attrribué aux pays non mentionnés à l'Annexe C qui deviennent parties au présent Accord est déterminé par entente spéciale entre le Conseil et chaque Gouvernement intéressé en tenant compte de l'importance de ces pays dans l'economie oléicole.

Article 29.

1. Sauf disposition contraire du présent Accord les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés, étant entendu que cette majorité doit comprendre les voix d'au moins trois pays.

2. Le Gouvernement d'un pays participant principalement producteur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement producteur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.

3. Le délègué votant d'un pays principalement producteur ne peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote que d'un seul autre pays principalement producteur.

4. Le Gouvernement d'un pays participant principalement importateur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil.Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.

5. Le délégué votant d'un pays principalement importateur peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote de plusieurs pays principalement importateurs.

Comité Executif

Article 30.

1. Si le Conseil compte au moins dix-huit membres, il désigne un Comité Exécutif composé : a) de représentants des Gouvernements de sept pays du groupe des pays principalement producteurs participant à l'Accord, dont cinq ayant les productions d'huile d'olive les plus élevées parmi ce groupe; b) de représentants des Gouvernements de cinq pays du groupe des pays principalement importateurs participant à l'Accord, dont deux réalisant les importations d'huile d'olive les plus élevées, parmi ce second groupe.

2. Si le Conseil compte moins de dix-huit membres il peut désigner un Comité Exécutif, composé, dans la proposition de trois cinquièmes et de deux cinquièmes respectivement de représentants des Gouvrnements de pays participants principalement producteurs et de pays participants principalement importateurs.

3. Les membres du Comité Exécutif sont désignés pour une campagne oléicole sur proposition de chacun des deux groupes mentionnés au paragraphe 1 du présent Article. Ils sont rééligibles.

4. Le Comité Exécutif exerce les pouvoirs et les fonctions du Conseil que celui-ci lui aura délégués aux termes du paragraphe 4 de l'article 23.

5. Le Président du Conseil préside le Comité Exécutif. Il n'a pas le droit de vote.

6. Le Comitè établit son règlement intérieur, sous réserve de l'approbation du Conseil.

7. Chaque membre du Comité Exécutif dispose d'une voix. Au Comité, les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

8. Tout Gouvernement participant a le droit de faire appel au Conseil, dans les conditions que ce dernier détermine, de toute décision du Comité Exécutif, et la décision du Comité Exécutif est suspendue jusqu'au moment où est connue l'issue de l'appel. Dans la mesure où la décision du Conseil ne concorde pas avec la décision du Comité Exécutif, cette dernière est modifiée en conséquence.

Secrétariat

Article 31

1. Le Conseil est pourvu d'un Secrétariat composé d'un Directeur et du personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil, du Comité Exécutif et de ses comités. Le Conseil désigne le Directeur et en fixe les attributions. Les membres du personnel sont nommés conformément à des règles établies par le Conseil; il leur est interdit d'exercer des fonctions en dehors de l'organisation ou d'accepter d'autres emplois.

2. Il est fixé comme condition à l'emploi du Directeur et du personnel du Secrétariat qu'ils me possèdent aucun intérêt commercial ou financier, direct ou indirect, dans l'une quelconque des diverses branches des activités oléicoles ou qu'ils renoncent à ces intérêts.

3. Les fonctions du Directeur et des membres du Secrétariat ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent solliciter, ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.

4. Les Gouvernements participants doivent respecter le caractère international des fonctions des membres du Secrétariat et ne doivent pas chercher à es influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

CHAPITRE IX.

Statut, Immunites et Privileges

Article 32.

1. Dans chaque Etat participant, et pour autant que le permet la législation de cet Etat, le Conseil jouit de la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

2. Pour autant que le permet sa législation, le Gouvernement de l'Etat où se trouve le siège du Conseil exempte d'impôts les fonds du Conseil et les traitements versés par le Conseil à son personnel.

CHAPITRE X.

Dispositions Financieres

Article 33.

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de celle du Président qui sont supportées par le Conseil, sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. La cotisation au budget administratif de chaque Gouvernement participant, pour chaque campagne oléicole, est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté.

2. Au cours de sa première session, le Conseil vote un budget administratif couvrant la première campagne oléicole et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant.

Par la suite, chaque année, au cours de la session d'octobre, le Conseil vote son budget administratif pour la campagne oleicole correspondante et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant pour ladite campagne.

3. La cotisation initiale de tout Gouvernement participant qui devient partie au présent Accord, en vertu de l'article 36 est fixée par le Conseil en fonction du nombre de voix attribuées à ce Gouvernement et de la fraction de l'année restant à courir jusqu'à la fin de la campagne oléicole en cours. Cependant, les cotisations fixées pour les autres Gouvernements participants pour la campagne oleicole en cours ne sont pas modifiées.

4. Les cotisations prévues au présent Article sont exigibles au début de chaque campagne oléicole pour laquelle elle ont été fixées et elles sont payables dans la monnaie du pays où se trouve le siège du Conseil.

5. Tout Gouvernement participant qui n'a pas versé sa cotisation lors de la session du Conseil qui suit la fin de la campagne oléicole pour laquelle cette cotisation a été fixé est suspendu de son droit de vote jusqu'à ce qu'il ait acquitté sa cotisation. Toutefois, à moins d'un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord.

6. Après la session d'Avril, le Conseil publie un état certifié de ses recettes et de ses dépenses au cours de la campagne oléicole précédente.

7. En cas de dissolution, et avant celle-ci, le Conseil prend les mesures nécessaires au règlement de son passif, au dépôt de ses archives et à l'affectation du solde créditeur existant à la date d'expiration du présent Acocrd.

CHAPITRE XI.

Cooperation avec d'autres Organismes

Article 34.

Le Conseil peut prendre tous arrangements en vue de consulter l'Organisation des Nations Unies pour l' alimentation et l'argriculture, ainsi que les organismes et institutions appropriés, gouvernementaux ou non gouvernementaux, et de coopérer avec eux. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables pour permettre aux représentants de ces organisations d'assister à ses réunions.

CHAPITRE XII.

Contestations et Reclamations.

Article 35.

1. Toute contestation, autre que celles qui sont visées à l'Article 12, relative à l'interpretation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglée par voie de négociations, est à la demande d'un Gouvernement participant et partie au différend, déférée au Conseil pour décision, après avis, le cas échéant, d'une commission consultative dont la composition sera fixée par le règlement intérieur du Conseil.

2. L'avis motivé de la commission consultative est soumis au Conseil, qui tranche en tout cas le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

3. Une plainte selon laquelle un Gouvernement participant n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Gouvernement participant auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui prend une décision en la matière, après avis, le cas échéant, de la commission consultative visée au paragraphe 1 du présent Article.

4. Un Gouvernement participant peut, par un vote du Conseil, être reconnu coupable de manquements au présent Accord.

5. Si le Conseil constate qu'un Gouvernement participant s'est rendu coupable d'un manquement au présent Accord, il peut appliquer à ce Gouvernement des sanctions qui peuvent aller d'un simple avertissement à la suspension du droit de vote du Gouvernement en question, jusq'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Gouvernement de l' Accord.

CHAPITRE XIII.

Signature, Ratification, Acceptation, Approbation, Adhesion et entre en Vigueur

Article 36.

1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 30 juin 1963 à la signature des Gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive , 1963.

2. Le présent Accord sera soumis par les Etats signataires à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation, conformément à leur procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui sera le Gouvernement dépositaire de l'Accord.

3. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire. Après l'entrée en vigueur dudit Accord, tout autre Etat membre de l'Organization des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pourra y adhérer.

4. Le présent Accord entrera en vigueur le 1er octobre 1963 si les Gouvernements de cinq pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré, ou à toute date ultérieure à laquelle ces conditions seront satisfaites. Toutefois, dans le cas où seuls les Gouvernements de quatre pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l' auraient ratifié, accepté, approuvé ou y auraient adhéré au 1er octobre 1963, lesdits Gouvernements pourraient décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur à cette date.

5. Un Etat devient partie au présent Accord à compter de la date à laquelle il a déposé l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément au paragraphe 4 du présent Article, si cette date est postérieure à l'autre.

6. L'Accord peut entrer provisoirement en vigueur. A cette fin, si un Gouvernement signataire notifie au Gouvernement dépositaire, le 30 septembre 1963 au plus tard, qu'il s'engage à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de l'Accord, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

7. Les Gouvernements signataires qui n'ont pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord, mais qui ont effectué la notification prévue au paragraphe précédent du présent Article, peuvent, s'ils le désirent prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateurs sans droit de vote.

8. Les Gouvernements signataires qui ont effectué la notification prévue au paragraphe 6 du présent Article peuvent également informer le Gouvernement dépositaire qu'ils s'engagent à appliquer provisoirement le présent Accord. Tout Gouvernement qui aurait pris un tel engagement sera considéré provisoirement comme Partie au présent Accord, avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche : la date du dëpôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le 1er ectobre 1964. Si au 1er octobre 1964, ce Gouvernement n'a pas encore déposé un tel instrument, il cesse, à moins que le Conseil n'en décide autrement, d'être considéré provisoirement comme Partie à l'Accord, mais il peut, s'il le désire, participer aux travaux du Conseil en qualité d'observateur sans droit de vote.

9. Le Gouvernement dépositaire notifie à tous les Membres de l'Organisations des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture toute signature, ratification, acceptation, approbation du présent Accord ou adhésion à ce dernier et informe ces Gouvernements de toutes réserves ou conditions y afférentes. Il informe également tous les Gouvernements participants de toute notification reçue conformément au paragraphe 6 du présent Article et de tout engagement notifié conformément au paragraphe 8.

CHAPITRE XIV

Durée, Amendement, Suspension, Retrait, Expiration, Renouvellement

Article 37.

1. Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu' au 30 septembre 1967, à moins que les conditions pour l'entrée en vigueur prévues au paragraphe 4 de l'article 36 ne cessent d'être remplies.

2. Le Conseil adressera aux Gouvernements participants, au moment qu' il jugera opportun, ses recommandations concernant la reconduction ou le renouvellement du présent Accord.

3. A l' expiration du présent Accord, et sauf en cas de reconduction ou de renouvellement de celui-ci, les opérations dont le Conseil a la charge et les fonds dont il assure l'administration seront liquidés dans les conditions fixées par le Conseil, compte tenu des dispositions du présent Accord.

Pour l' application de ces dispositions et des autres clauses se rapportant à la liquidation, le Conseil poursuivra sa mission aussi longtemps qu' il sera nécessaire et il exercera les pouvoirs et les fonctions qui lui sont confiés par le présent Accord dans toute la mesure nécessaire pour terminer sa tache.

4. Si un Accord destiné à reconduire ou à renouveler le présent Accord a été négocié, et si, avant l' expiration du présent Accord, il a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu' il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, conformément aux dispositions prévues à cet effet, mais si ce nouvel Accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, à la date d'expiration du présent Accord, le présent Accord sera prorogé jusqu' à l'entrée en vigueur du nouvel Accord sans que la durée, de cette prorogation puisse dépasser 12 mois.

Article 38.

1. En cas de circonstances qui, de l'avis du Conseil ou d'un Gouvernement participant, entravent ou menacent d'entraver le fonctionnement du présent Accord, le Conseil peut recommander aux Gouvernements participants un amendement au présent Accord.

2. Si le Gouvernement intéressé en fait la demande, la procédure de vote par correspondance établie par l'Article 27 est employée.

3. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Gouvernement participant doit notifier au Gouvernoment dépositaire s' il accepte ou non un amendement recom-

mandé en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent Article.

4. Si, avant la fin du délai fixé conformément au paragraphe 3 du présent Article, tous les Gouvernements participants acceptent un amendement, celui-ci entre en vigueur immédiatement après réception par le Gouvernement dépositaire de la dernière acceptation. Le Gouvernement dépositaire en avise immédiatement le Conseil.

5. Si, à la fin du délai fixé conformèment au paragraphe 3 du présent Article, un amendement n'est pas accepté par les Gouvernements participants détenant deux tiers des voix, cet amendement n' entre pas en vigueur.

6. Si, à la fin du delai fixé conformement au paragraphe 3 du présent Article, un amendement est accepté par les Gouvernements des pays participants détenant deux triers des voix, mais non par les Gouvernements de tous les pays participants :

a) L' amendement entre en vigueur pour les Gouvernements participants ayant notifié leur acceptation aux termes du paragraphe 3 du présent Article au commencement de la campagne oléicole qui suit la fin du délai fixé, conformément aux dispositions de ce paragraphe ;

b) Le Conseil décide sans délai si l'amendement est d'une nature telle que les Gouvernements participants qui ne l'acceptent pas doivent être suspendus du présent Accord à dater du jour où cet amendement entre en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, et en informe tous les Gouvernements participants. Si le Conseil décide que l'amendement est de telle nature, les Gouvernements participants qui ne l'ont pas accepté font savoir au Conseil, avant la date à laquelle l'amendement doit entrer en vigueur aux termes de l' alinéa a) ci-dessus, s'ils continuent à considérer cet amendement comme inacceptable ; les Gouvernements participants qui en ont jugé ainsi et ceux qui n'ont pas fait connaître leur décision sont automatiquement suspendus du présent Accord à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'amendement. Toutefois, si l'un de ces Gouvernements prouve au Conseil qu' il a été empêché d'accepter l' amendement avant l'entrée en vigueur de celui-ci aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, en raison de difficultés d' ordre constitutionnel indépendantes de sa volonté, le Conseil peut ajourner la mesure de suspension jusqu' à ce que ces difficultés aient été surmontées et que le Gouvernement participant ait notifie sa décision au Conseil.

7. Le Conseil détermine les règles selon lesquelles est réintégré un Gouvernement participant suspendu aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 6 du present Article, ainsi que les règles nécessaires à l' application des dispositions du présent Article.

Article 39.

1. Si un Gouvernement participant s'estime gravement lésé dans ses intérêts du fait qu' un Gouvernement signataire ne ratifie pas ou n' accepte pas le présent Accord, ou en raison des conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification, à une acceptation ou à une approbation, il le notifie au Gouvernement dépositaire. Dès réception de cette notification, le Gouvernement dépositaire en informe le Conseil, qui examine la question soit à sa première session, soit à une de ses sessions ultérieures tenue dans le délai d' un mois au plus après réception de la notification. Si, après examen de la question par le Conseil, le Gouvernement participant continue à considérer que ses intérêts sont gravement lésés, il peut se retirer de l'Accord en notifiant son retrait au Gouvernement dépositaire dans un délai de trente jours après notification de la décision du Conseil.

2. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent Article s'applique dans les cas suivants :

a) Lorsqu' un Gouvernement participant déclare que des raisons indépendantes de sa volonté l'empêchent de remplir les obligations contractées aux termes du présent Accord ;

b) Lorsqu' un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans le cadre de l'Accord sont dangereusement lésés par le retrait d' un autre Gouvernement participant ou par le retrait, notifié aux termes du paragraphe 2 de l'Article 42 de tout ou partie des territoires non /métropolitains que représente un autre Gouvernement participant ;

c) Lorsqu' un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans le cadre de l'Accord sont gravement lésés par une mesure qu' un autre Gouvernement participant a prise, si ladite mesure n' est pas rapportée ou modifiée conformément aux recommandations que le Conseil, saisi d' une réclamation, aura formulées à ce sujet ;

d) Lorqu' un Gouvernement participant considère que ses intérêts ont été gravement lésés par une décision que le Conseil a prise dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés ou par voie d' amendement comme il est prévu à l'alinéa b) du paragraphe 6 de l'Article 38.

3. Un Gouvernement participant peut, par notification au Gouvernement dépositaire, se retirer de l' Accord s' il est engagé dans des hostilités.

4. Tout retrait effectué conformément aux dispositions des alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 2 ou à celles des paragraphes 1 et 3 entrera en vigueur à partir de la date de réception de sa notification définitive par le Gouvernement dépositaire.

Article 40.

Le Gouvernement dépositaire informe sans tarder tous les Gouvernements participants de toute notification de retrait qui a été portée à sa connaissance aux termes de l'Article 39 du présent Accord.

Article 41.

1. Tout Gouvernement participant qui se retire ou qui est suspendu de l' Accord pendant la durée de son application est tenu de s'acquitter des versements qu' il devait effectuer au Conseil et de respecter tous les engagements qu'il aurait contractés antérieurement à la date d'effet de son retrait ou de sa suspension.

2. Tout Gouvernement participant qui se retire de l'Accord pendant la durée de son application ne peut prétendre à aucune part du produit de la liquidation des actifs du Conseil à l'expiration dudit Accord.

CHAPITRE XV.

Application Territoriale

Article 42.

1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Accord ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification au Gouvernement dépositaire que l'Accord s' étend à tout ou partie des territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, et l'Accord s' applique dès réception de cette notification aux territoires qui y sont mentionnés.

2. Conformément aux dispositions de l'Article 39 relatives au retrait, tout Gouvernement participant peut notifier au Gouvernement dépositaire le retrait séparé du présent Accord de tous les territoires non métropolitains ou de l'un quequonque des territoires

non métropolitains dont il assure la représentation internationale.

3. Le Gouvernement dépositaire informera les Gouvernements participants de toutes notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent Article.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates qui figurent en regard de leur signature.

Les textes du présent Accord en langues anglaise, espagnole et française font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l' Espagne qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires ou adhérents.

ANNEXE A

Dénominations et Définitions des Huiles d'Olive pour le Commerce International

1. Huiles d'olive vierges (Note : on peut également employer l'expression «pure huile d'olive vierge») : Huiles d'olive obtenues par des procédés mécaniques à l'exclusion de tout mélange avec d'autres huiles d' autre nature ou obtenues de façon différente.

Elles sont classées comme suit :

a) Extra : huile d'olive de goût parfaitement irréprochable et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 1 gramme pour 100 grammes.

b) Fine : huile d'olive remplissant les conditions des extra, sauf en ce qui concerne l'acidité exprimée en acide oléique qui devra être au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes.

c) Courante (Note : on peut également employer l'expression «semi-fine» à la place de «courante») : huile d'olive de bon goût et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 3 grammes pour 100 grammes avec une marge de tolérance de 10 pour 100 sur celle exprimée.

d) Lampante : huile d'olive de goût défectueux ou dont l'acidité exprimée en acide oléique est supérieure à 3,3 grammes pour 100 grammes.

2. Huiles d'olive raffinées (Note : on peut également employer l'expression «huile d'olive pure raffinée») : Obtenues par le raffinage des huiles d'olive vierges.

3. Huiles pures d'olive : constituées par un coupage d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée. Les coupages peuvent également constituer des types dont les caractéristiques peuvent être déterminées de gré à gré entre les acheteurs et les vendeurs.

4. Huiles de grignons d'olive : obtenues par traitement au solvant des grignons d'olive.

5. Huiles de grignons d'olive raffinées : obtenues par le raffinage des huiles mentionnées au paragraphe 4 et destinées à des usages alimentaires.

(Note : le mélange d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huile d'olive vierge – d'habitude destiné à la consommation intérieure de certains pays producteurs – est dénommé «huile de grignons raffinée et d'olive». Ce mélange ne pourra, en aucun cas, être dénommé simplement «huile d'olive»).

6. Huiles de grignons d'olive pour usage technique : toutes autres huiles provenant de grignons d'olive.

ANNEXE B

Coefficients Affectes à chacun des Pays Principalement Producteurs Ci-Après désignés, pour le Calcul des Contributions à verser au fonds de Propagande

Algérie	1,67
Espagne	45,33
Grèce	4,00
Israël	0,25
Italie	33,67
Libye	0,41
Maroc	1,00
Portugal	2,34
Tunisie	10,00
Turquie	1,33
Total	100,00

ANNEXE C

Pays principalement producteurs

Algérie	40
Espagne	420
Grèce	180
Israel	20
Italie	420
Libye	25
Maroc	40
Portugal	120
Tunisie	110
Turquie	100

Pays principalement importateurs

République Fédérale d'Allemagne	5
Autriche	3
Belgique	3
France	35
Luxembourg	3
Royaume-Uni	5
Sénégal	3

ANNEXE D

Articles 26,28,29 et 33 (paragraphe 1) de l'Accord International sur l'Huile d'Olive de 1956

Article 26

Les représentants détenant deux tiers des voix des pays principalement producteurs et deux tiers des voix des pays principalement importateurs constitueront ensemble le quorum à toute réunion du Conseil. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint le jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à

l'article 25 ci-dessus, ladite réunion se tiendra trois jours plus tard et la présence de représentants détenant 50 pour 100 au moins du total des voix des Gouvernements participants constituera alors le quorum.

Article 28

1. Les Gouvernements parties au présent Accord sont répartis en deux groupes : celui des pays principalement producteurs et celui des pays principalement importateurs.

2. Les Gouvernements des pays principalement producteurs disposent au Conseil d'une voix par millier de tonnes métriques d'huile d'olive produite en moyenne par campagne pendant la période 1949)1950 à 1954)1955, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

3. Les Gouvernements des pays principalement importateurs disposent au Conseil d'un nombre de voix égal à 25 pour 100 du nombre de voix attribuées aux Gouvernements des pays principalement producteurs. Ces voix sont reparties entre eux en proportion de la moyenne de leurs importations pendant les années 1951 à 1954, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

4. Il n'y aura pas de fraction de voix.

5. Si un Gouvernement participant déclare se prévaloir des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 pour demander la représentation séparée d'un ou de plusieurs territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, ce ou ces territoires sont classés dans le groupe correspondant à leur principale activité oléicole sans que le nombre des voix dont disposent au total les Gouvernements participants et leurs territoires représentés séparément puisse être modifié de ce fait.

Article 29

1. Le Conseil déterminera lors de sa première session le nombre de voix revenant à chaque Gouvernement participant conformément aux dispositions de l'article 28 ci-dessus.

2. Par la suite, le Conseil rajustera ou redistribuera les voix attribuées aux Gouvernements participants :

a) lorsqu'un Gouvernement accède au présent Accord;

b) lorsqu'un Gouvernement se retire de l'Accord;

c) dans les circonstances prévues au paragraphe 2 de l'article 24 et à l'article 41.

Article 33

(paragraphe 1)

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. Les autres dépenses nécessaires à l'administration du présent Accord, y compris les rémunérations versées par le Conseil, sont couvertes par voie de cortisations annuelles des Gouvernements participants. La cotisation de chaque Gouvernement de pays principalement producteur participant pour chaque campagne oléicole est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté; la cotisation des pays principalement importateurs sera fixée par accord spécial entre chacun d'eux et le Conseil, compte tenu de leur importance dans l'économie oléicole.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ, 1963

Προοίμιον.

Ι) Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ καλλιέργεια τοῦ δένδρου τῆς ἐλαίας:

Εἶναι καρποφόρος πολυετὴς καλλιέργεια, ἥτις, ὑπὸ κανονικὰς συνθήκας, εἰσέρχεται εἰς καρποφορίαν εἰς ἡλικίαν κυμαινομένην ἀπὸ 6 ἕως 15 ἐτῶν, διὰ νὰ φθάσῃ εἰς τὴν πλήρη ἀπόδοσιν εἰς ἡλικίαν μεταξὺ 80 καὶ 120 ἐτῶν;

Εἶναι καλλιέργεια ἀπαραίτητος διὰ τὴν διατήρησιν καὶ προστασίαν ὡρισμένων ἐδαφῶν καὶ ἐπιτρέπει τὴν ἀξιοποίησιν τῶν ἐδαφῶν, τὰ ὁποῖα δὲν προσφέρονται εἰς ἄλλας καλλιεργείας;

Εἶναι καλλιέργεια ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται, ἡ ὕπαρξις καὶ τὸ βιοτικὸν ἐπίπεδον ἑκατομμυρίων οἰκογενειῶν, αἵτινες ἀπολύτως ἐξαρτῶνται ἐκ τῶν λαμβανομένων μέτρων διὰ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως τῶν προϊόντων αὐτῆς, τόσον εἰς αὐτὰς ταύτας τὰς παραγωγικὰς χώρας, ὅσον καὶ εἰς τὰς καταναλωτικὰς μὴ παραγωγικὰς τοιαύτας;

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι, ἐὰν τὸ ἐλαιόλαδον, τὸ ὁποῖον ἀποτελεῖ τὸ κύριον ἔσοδον τὸ λαμβανόμενον ἐκ τῆς ἐλαιοκαλλιεργείας, καταλαμβάνῃ, σχετικῶς περιωρισμένην θέσιν εἰς τὴν ἐνεστῶσαν παγκόσμιον διατροφήν, οὐχ' ἧττον ὅμως ἀποτελεῖ οὐσιῶδες βασικὸν προϊὸν εἰς τὰς περιοχὰς ἔνθα ἡ καλλιέργεια αὕτη ὑφίσταται.

Ὑπογραμμίζουσαι, πρὸς τοῦτο τὴν ἐξαιρετικὴν σημασίαν τῆς παραγωγῆς ταύτης εἰς τὴν οἰκονομίαν πολυαρίθμων χωρῶν.

ΙΙ) Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι τὸ οὐσιῶδες χαρακτηριστικὸν τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου, ἔγκειται εἰς τὴν μὴ κανονικότητα τῶν ἐσοδείων καὶ τῆς τροφοδοτήσεως αὐτῆς, αἱ δὲ μὴ κανονικότητες αὗται, ἑρμηνεύονται ἐκ τῶν διακυμάνσεων τῶν τιμῶν τῆς παραγωγῆς, ἐκ τῆς ἀσταθείας τῶν τιμῶν καὶ τῶν ἐσόδων ἐξαγωγῆς, ὡς ἐπίσης καὶ ἐκ τῶν σημαντικῶν ἀποκλίσεων τῶν εἰσοδημάτων τῶν παραγωγῶν.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν, ὅτι ἐξ αὐτῶν προκύπτουν εἰδικαὶ δυσχέρειαι, αἵτινες δύνανται νὰ προξενήσουν σοβαρὰς ζημίας εἰς τὰ συμφέροντα τῶν παραγωγῶν καὶ τῶν καταναλωτῶν καὶ νὰ διακυβεύσουν τὴν γενικὴν πολιτικὴν τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως τῶν χωρῶν, τῶν περιοχῶν, ἔνθα ὑφίσταται ἡ ἐλαιοκαλλιέργεια καὶ παρουσιάζει περιθώρια περαιτέρω ἀναπτύξεως.

Ὑπογραμμίζουσαι ὅτι, εἶναι συμφέρον ὅπως θεραπευθῇ ἡ κατάστασις αὕτη διὰ καταλλήλων μέτρων, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν, τὰ μάλιστα, εἰδικῶν δεδομένων τῆς ἐλαιοκαλλιεργείας καὶ τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου.

ΙΙΙ) Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ μέτρα ταῦτα ὑπερβαίνουν τὸ Ἐθνικὸν πλαίσιον καὶ ὅτι εἶναι ἀπαραίτητος μία διεθνὴς δραστηριότης.

ΙV) Ἐκτιμῶσαι ὅτι εἶναι οὐσιῶδες νὰ συνεχισθῇ καὶ ἀναπτυχθῇ τὸ ἔργον τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1956, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ πρωτοκόλλου τῆς 3ης Ἀπριλίου 1958.

Αἱ συμβαλλόμεναι, ἐν τῇ παρούσῃ, Συμφωνίᾳ Κυβερνήσεις συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ κάτωθι:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικοὶ σκοποί.

Ἄρθρον 1.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ἔχει ὡς σκοπόν:

1. Νὰ ἐξασφαλίσῃ μεταξὺ τῶν ἐξαγωγικῶν Χωρῶν τοῦ ἐλαιολάδου, παραγωγικῶν ἢ μή, θεμιτὸν συναγωνισμὸν καὶ εἰς τὰς εἰσαγωγικὰς Χώρας, τὴν παράδοσιν προϊόντος, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῶν συναφθέντων συμβολαίων.

2. Νὰ διευκολύνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν μέτρων, τὰ ὁποῖα ἀποβλέπουν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῆς παραγωγῆς, τῆς καταναλώσεως καὶ τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν τοῦ ἐλαιολάδου.

3. Νὰ μειώσῃ τὰς δυσχερείας, αἵτινες ὁδηγοῦν εἰς τὰς διακυμάνσεις τῶν διαθεσίμων εἰς τὴν ἀγορὰν ποσοτήτων ἐλαιολάδου.

4. Νὰ συνεχισθῇ ἡ ἀνάπτυξις τοῦ ἔργου τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1956.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Μέλη.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Συμφωνία εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Κρατῶν μελῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν, ἅτινα ἐνδιαφέρονται διὰ τὰ προβλήματα τοῦ ἐλαιολάδου καὶ πληροῦν τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ἐν τῷ ἄρθρῳ 36 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 3.

1. Ὡς «Συμβούλιον» νοεῖται τὸ Συμβούλιον τοῦ ἐλαιολάδου, περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 21 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ὡς «Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ» νοεῖται ἡ Ἐπιτροπὴ ἡ συνιστωμένη κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ἐν τῷ ἄρθρῳ 30 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Ὡς «Ἐλαιοκομικὴ περίοδος» νοεῖται ἡ περίοδος ἡ ἀρχομένη τὴν 1ην Ὀκτωβρίου ἑκάστου ἔτους καὶ λήγουσα τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους.

4. Ὡς «Κυβέρνησις κυρίως παραγωγικῆς χώρας» νοεῖται ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις τῆς ὁποίας τὸ Μητροπολιτικὸν ἔδαφος καὶ τὰ ἕτερα ἐδάφη, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ νομικὴ ἐσωτερικὴ σχέσις, ἥτις συνδέει τὰ ἐδάφη ταῦτα μὲ τὴν Μητρόπολιν, λαμβανόμενα ἐν τῷ συνόλῳ κατὰ τὴν χρονολογίαν, καθ' ἣν ἡ Κυβέρνησις αὕτη καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, παρήγαγον κατὰ μέσον ὅρον κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐλαιοκομικῶν περιόδων 1956)57 ἕως 1961)62 ποσότητα ἐλαιολάδου ἀνωτέραν τῶν ἐτησίων μέσων εἰσαγωγῶν ἐλαιολάδου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου 1957 ἕως 1962.

5. Ὡς «Κυβέρνησις κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας» νοεῖται ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις τῆς ὁποίας τὸ Μητροπολιτικὸν ἔδαφος καὶ τὰ ἕτερα ἐδάφη, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ νομικὴ ἐσωτερικὴ σχέσις, ἥτις συνδέει τὰ ἐδάφη ταῦτα μὲ τὴν Μητρόπολιν, λαμβανόμενα ἐν τῷ συνόλῳ κατὰ τὴν χρονολογίαν καθ' ἣν ἡ Κυβέρνησις αὕτη καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, παρήγαγον κατὰ μέσον ὅρον κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐλαιοκομικῶν περιόδων 1956)57 ἕως 1961)62, ποσότητα ἐλαιολάδου κατωτέραν τῶν μέσων ἐτησίων εἰσαγωγῶν ἐλαιολάδου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου 1957 ἕως 1962.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙV.

Γενικαὶ ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 4.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, ὑποχρεοῦνται νὰ μὴ λαμβάνουν κανὲν μέτρον ἀντίθετον πρὸς τὰς συμβατικὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἀπορρεούσας ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ πρὸς τοὺς γενικοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τοὺς ὁριζομένους ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 5.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνουν προσήκοντα διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῶν συναλλαγῶν καὶ τὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 6.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις δηλοῦν ὅτι διὰ νὰ ἐξυψώσουν τὸ βιοτικὸν ἐπίπεδον τῶν πληθυσμῶν καὶ νὰ ἀποφύγουν τὴν εἰσαγωγὴν μεθόδων ἀθεμίτου συναγωνισμοῦ εἰς τὸ Παγκόσμιον Ἐμπόριον τοῦ Ἐλαιολάδου θὰ προσπαθοῦν νὰ διατηροῦν φυσιολογικὰς συνθήκας ἐργασίας εἰς ὅλας τὰς ἐλαιοκομικὰς

δραστηριότητας ἢ τὰς προερχομένας ἐκ τῆς ἐλαιοκαλλιεργείας, τοιαύτας.

Ἄρθρον 7.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ὑποχρεοῦνται νὰ θέτουν εἰς τὴν διάθεσιν καὶ παρέχουν ὅλα τὰ στατιστικὰ στοιχεῖα, τὰς πληροφορίας καὶ ἀναγκαῖα ἔγγραφα, εἰς τὸ Συμβούλιον διὰ νὰ δύναται τοῦτο νὰ ἐκπληροῖ τὰς λειτουργίας, αἵτινες τῷ ἔχουσι ἀνατεθῆ διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἰδίᾳ, ὅλας τὰς πληροφορίας τῶν ὁποίων ἔχει ἀνάγκην διὰ τὴν κατάρτισιν τοῦ ἰσοζυγίου τοῦ ἐλαιολάδου καὶ νὰ λαμβάνῃ γνῶσιν τῆς Ἐθνικῆς Ἐλαϊκῆς Πολιτικῆς τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Ὀνομασίαι καὶ ὁρισμοὶ τῶν Ἐλαιολάδων. Ὀνομασία καὶ ἐνδείξεις προελεύσεως διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ ὀνομασία «ἐλαιόλαδον», ἀφορᾷ τὸ ἔλαιον τὸ λαμβανόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ ἐλαιοκάρπου, ἄνευ ἀναμίξεως μετ' ἐλαίου προερχομένου ἐξ οἱουδήποτε ἄλλου καρποῦ ἢ ἐλαιώδους σπόρου, ἢ μετ' ἐλαίου προερχομένου ἐκ ζωϊκῶν λιπῶν.

2. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταργήσουν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν των, ἐντὸς μιᾶς προθεσμίας δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς χρονολογίας, ἀφ' ἧς καθίστανται συμβαλλόμενα μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας, πᾶσαν χρησιμοποίησιν τῆς ὀνομασίας ἐλαιόλαδον μόνης ἢ ἐν συνδυασμῷ μεθ' ἑτέρων λέξεων, ἥτις δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

3. Ἡ ὀνομασία «ἐλαιόλαδον» χρησιμοποιουμένη μόνη ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται γὰ δίδεται εἰς τὰ ἔλαια τῶν ἐλαιοπυρήνων (πυρηνέλαια).

Ἄρθρον 9.

1. Διὰ τὸ Διεθνὲς ἐμπόριον, αἱ ὀνομασίαι τῶν ἐλαιολάδων διαφόρων ποιοτήτων παρέχονται ἐν τῷ Α΄ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας τὸ ὁποῖον καθορίζει, δι' ἑκάστην ὀνομασίαν τὸν ἀντίστοιχον χαρακτηριστικὸν ὁρισμόν.

2. Αἱ ὀνομασίαι αὗται, δέον ὑποχρεωτικῶς νὰ χρησιμοποιῶνται δι' ἑκάστην κατηγορίαν ἐλαιολάδου καὶ νὰ ἐμφαίνωνται διὰ λίαν εὐαναγνώστων στοιχείων ἐφ' ὅλων τῶν συσκευασιῶν.

Ἄρθρον 10.

1. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν διὰ τῆς προσηκούσης μορφῆς τῆς Νομοθεσίας των, ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα ἐξασφαλίζουν τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἀρχῶν καὶ τῶν διατάξεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τοῖς ἄρθροις 8, 9, 11 καὶ 12 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ὑποχρεοῦνται ἰδίᾳ νὰ ἀπαγορεύουν καὶ νὰ κολάζουν τὴν χρησιμοποίησιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν των, διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τῶν ὀνομασιῶν καὶ τῶν ἐνδείξεων προελεύσεως τῶν ἐλαιολάδων, αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀντίθετοι πρὸς τὰς ἀρχὰς αὐτάς. Ἡ ὑποχρέωσις αὕτη ἀφορᾷ πάσας τὰς μνείας τὰς τιθεμένας ἐπὶ τῶν συσκευασιῶν τῶν τιμολογίων τῶν φορτωτικῶν καὶ τῶν ἐμπορικῶν ἐγγράφων ἢ τῶν χρησιμοποιουμένων ἐν τῇ διαφημίσει, τὰ ἐμπορικὰ σήματα, τὰ καταχωρημένα ὀνόματα καὶ τὰς εἰκονογραφήσεις, τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου, ἐφ' ὅσον, αἱ μνεῖαι αὗται θὰ ἠδύναντο νὰ ἀποτελέσουν ψευδεῖς ἐνδείξεις ἢ νὰ προκαλέσουν συγχυσιν, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν καταγωγήν, τὴν προέλευσιν ἢ τὴν ποιότητα τῶν ἐλαιολάδων.

Ἄρθρον 11.

1. Αἱ ὀνομασίαι καὶ αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως, ὁσάκις δίδονται δὲν δύνανται νὰ τύχουν ἐφαρμογῆς εἰμὴ μόνον εἰς τὰ παρθένα ἐλαιόλαδα τὰ παραγόμενα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν χώραν, τὴν περιοχὴν ἢ τὴν τοποθεσίαν, αἵτινες μνημονεύονται ἢ ἐξ ὧν ἀποκλειστικῶς προέρχονται.

2. Τὰ μίγματα τῶν ἐλαιολάδων οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ προέλευσίς των δὲν δύνανται νὰ φέρουν εἰμὴ μόνον τὴν ἔνδειξιν προελεύσεως τῆς Χώρας ἐξαγωγῆς. Ἐν τούτοις, ὁσάκις τὰ ἔλαια ἔχουσι συσκευασθῆ καὶ ἐξαχθῆ ἐκ τῆς χώρας, ἥτις προμηθεύει τὰ παρθένα ἐλαιόλαδα, τὰ ὁποῖα συνθέτουν τὸ μῖγμα, ταῦτα δύνανται νὰ λάβουν τὴν ὀνομασίαν προελεύσεως τοῦ παρθένου ἐλαιολάδου τὸ ὁποῖον μετέχει εἰς τὴν σύνθεσιν τοῦ εἰρημένου μίγματος. Ὁσάκις γίνεται χρῆσις τῆς εἰδικῆς ὀνομασίας «RIVIERA» κοινῶς γνωστῆς εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου, διὰ μίγματα παρθένων καὶ ραφιναρισμένων ἐλαιολάδων, τῆς ὀνομασίας ταύτης, δέον, ὑποχρεωτικῶς νὰ προηγῆται ἡ λέξις «τύπος». Ἡ λέξις «τύπος» δέον νὰ ἀναφέρεται ἐφ' ὅλων τῶν συσκευασιῶν μὲ τυπογραφικοὺς χαρακτῆρας τῆς ἰδίας ἐμφανίσεως καὶ τῶν ἰδίων διαστάσεων μὲ τὴν λέξιν «RIVIERA».

Ἄρθρον 12.

1. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ὀνομασίας καὶ τὰς ἐνδείξεις προελεύσεως αἱ ἐγειρόμεναι ἀμφισβητήσεις διὰ τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὰς δυσχερείας ἐφαρμογῆς τῶν ὅρων τοῦ παρόντος κεφαλαίου τῆς Συμφωνίας, αἵτινες δὲν θὰ ἠδύναντο νὰ λυθοῦν διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀμέσων διαπραγματεύσεων θὰ ἐξετάζωνται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὸ Συμβούλιον θὰ προβαίνῃ εἰς προσπάθειαν συμβιβασμοῦ κατόπιν γνώμης τῆς Διεθνοῦς Ὁμοσπονδίας Ἐλαιοκαλλιεργητῶν, μιᾶς Ἐπαγγελματικῆς ἀνεγνωρισμένης Ὀργανώσεως κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας καὶ ἂν θεωρήσῃ τοῦτο σκόπιμον, κατόπιν γνωματεύσεως τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου διὰ τὴν Προστασίαν τῆς Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας, τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου, καὶ τοῦ Διεθνοῦς Μονίμου Γραφείου τῆς Ἀναλυτικῆς Χημείας. Εἰς περίπτωσιν ἀποτυχίας καὶ ἀφοῦ θὰ ἔχουν ἐξαντληθῆ ὅλα τὰ μέσα διὰ τὴν ἐπίτευξιν συμφωνίας, αἱ ἐνδιαφερόμεναι Κυβερνήσεις τῶν μετεχόντων Κρατῶν θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα, ὡς τελικὴν ἔνστασιν νὰ προσφεύγουν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Παγκόσμιος Διαφήμισις ὑπὲρ τῆς καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

Πρόγραμμα διαφημίσεως.

Ἄρθρον 13.

1. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν ἀπὸ κοινοῦ γενικὴν δραστηριότητα διαφημίσεως ὑπὲρ τοῦ ἐλαιολάδου, διὰ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως τοῦ προϊόντος αὐτοῦ ἐν τῷ κόσμῳ, χρησιμοποιοῦσαι τὴν ὀνομασίαν «ἐλαιόλαδον», ὡς αὕτη ἔχει καθορισθῆ ἐν τῷ ἄρθρῳ 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ἡ εἰρημένη δραστηριότης θὰ ἔχῃ χαρακτῆρα διαφωτιστικὸν καὶ διαφημιστικὸν καὶ θὰ ἀναφέρηται εἰς τὰ ὀργανοληπτικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικά, ὡς καὶ εἰς τὰς θρεπτικάς, θεραπευτικὰς καὶ ἑτέρας ἰδιότητας τοῦ ἐλαιολάδου, ἀποκλειομένης πάσης ἐνδείξεως ὅσον ἀφορᾷ τὴν ποιότητα, καταγωγὴν ἢ προέλευσιν.

3. Αἱ πηγαὶ τοῦ Ταμείου τῆς διαφημίσεως θὰ χρησιμοποιῶνται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν κάτωθι κριτηρίων.

ι) Διατήρησις καὶ αὔξησις τῶν ἤδη ὑφισταμένων Κέντρων Καταναλώσεως.

ιι) Δημιουργία νέων Κέντρων καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

ιιι) Ἀποδοτικότης τῶν διατεθέντων χρημάτων διὰ τὴν διαφήμισιν.

Ἄρθρον 14.

Τὰ δυνάμει τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου 13 ἀναλαμβανόμενα γενικὰ καὶ μερικὰ προγράμματα διαφημίσεως ἀποφασίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου μετὰ γνώμην τῶν καταλλήλων Ὀργανισμῶν καὶ Ἱδρυμάτων ἀναλόγως τῶν πόρων οἵτινες ἐτέθησαν διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν εἰς τὴν διάθεσίν του.

Ἄρθρον 15.

Τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διαχείρισιν τῶν πόρων τῶν προοριζομένων διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν.

Καταρτίζει ἕκαστον ἔτος ὡς παράρτημα τοῦ οἰκείου αὐτοῦ προϋπολογισμοῦ του, κατάστασιν προβλέπουσαν τὰ ἔσοδα καὶ τὰ ἔξοδα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν διαφήμισιν ταύτην.

Ταμεῖον Διαφημίσεως.

Ἄρθρον 16.

Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν ὑποχρεοῦνται νὰ θέσουν εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Συμβουλίου, δι' ἑκάστην ἐλαιοκομικὴν περίοδον, διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν ποσὸν ἰσάξιον πρὸς 300.000 δολλάρια Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς πληρωτέον εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο.

Οὐχ ἧττον τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίζῃ κατὰ ποίαν ἀναλογίαν ἑκάστη Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ καταβάλλῃ τὴν εἰσφοράν της εἰς ἕτερα νομίσματα.

Τὸ προαναφερθὲν ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ αὐξηθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ ποσὸν τῶν 500.000 δολλαρίων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ αὔξησις αὕτη θὰ γίνηται ἀποδεκτὴ ὑφ' ὅλων τῶν μετεχουσῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν.

Τὸ ἀνωτέρω ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ ἐλαττωθῇ ἐὰν ἡ ὁλικὴ παραγωγὴ τῶν χωρῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ ἀντιπροσωπεύῃ ὀλιγώτερον τοῦ 80ο)ο τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς τοῦ ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον συγκρίσεως τὴν ἀναφερομένην ἐν τῷ ἄρθρῳ 3.

Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, τὸ ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων μειοῦται κατὰ ποσὸν ἀνάλογον πρὸς τὸ κλάσμα τὸ ὁποῖον ἀντιπροσωπεύει τὸ ποσὸν τῆς παραγωγῆς τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν συμβαλλομένων μερῶν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ ἐν σχέσει μὲ τὴν παγκόσμιον παραγωγήν.

Κατόπιν εἰδικῆς Συμφωνίας μὲ τὸ Συμβούλιον αἱ Κυβερνήσεις τῶν ἄλλων μετεχουσῶν χωρῶν θὰ δύνανται νὰ καταβάλλουν εἰσφορὰς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως. Αἱ εἰσφοραὶ αὗται προστίθενται εἰς τὸ χρηματικὸν ποσὸν τῆς διαφημίσεως τὸ ὁποῖον καθορίζεται κατ' ἐφαρμογὴν τῶν προηγουμένων ἐδαφίων τῆς παρούσης παραγράφου.

2. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν ὡς καθορίζονται ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 συνεισφέρουν εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως συμφώνως πρὸς τὸν συντελεστὴν ὁ ὁποῖος καθορίζεται δι' ἑκάστην ἐξ αὐτῶν, εἰς τὸ Β' Παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Οὐχ ἧττον τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀναθεωρήσῃ τοὺς συντελεστὰς τούτους κατόπιν ὁμοφώνου ἀποφάσεως τῶν μετεχουσῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν.

3. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως τῶν Κυβερνήσεων τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν, τῶν μὴ ἀναφερομένων ἐν τῷ προειρημένῳ Β' Παραρτήματι, αἵτινες κατέστησαν συμβαλλόμενα μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθορίζονται διὰ τῆς ἐφαρμογῆς εἰς ἑκάστην ἐξ αὐτῶν συντελεστοῦ καθοριζομένου δι' εἰδικῆς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ ἑκάστης ἐνδιαφερομένης χώρας καὶ ὑπολογίζονται, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ρηθείσας Κυβερνήσεις ὅπως καὶ οἱ συντελεσταὶ οἱ ἀναφερόμενοι ἐν τῷ Β' Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ὀφείλονται δι' ὁλόκληρον τὴν οἰκονομικὴν χρῆσιν, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς χρήσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας κατατίθενται τὰ ὄργανα τῆς ἐπικυρώσεως τῆς ἀποδοχῆς, τῆς ἐγκρίσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, οἱασδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ χρονολογία τῆς καταθέσεως ταύτης.

5. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως εἶναι ἀπαιτηταὶ εἰς τὴν ἀρχὴν ἑκάστης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, καὶ διὰ τὴν πρώτην ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀμέσως μετὰ τὴν πρώτην σύνοδον τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ὑπ' αὐτοῦ καὶ τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων.

6. Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες κατέστησαν συμβαλλόμενα μέρη μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας εἶναι ἀπαιτηταὶ ἀφ' ἧς αἱ Κυβερνήσεις αὗται καθίστανται συμβαλλόμενα μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ τὴν τρέχουσαν ἐλαιοκομικὴν περίοδον καὶ ἀκολούθως, ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους, καθὼς καὶ διὰ τὰ ἕτερα συμβαλλόμενα μέρη.

7. Εἰς περίπτωσιν καθυστερήσεως τῆς πληρωμῆς τῆς εἰσφορᾶς εἰς τὸ Ταμεῖον τῆς Διαφημίσεως ἔχουν ἐφαρμογὴν αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 33.

8. Κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς Συμφωνίας, ἐκτὸς παρατάσεως ἢ ἀνανεώσεως ταύτης, τὰ ἐνδεχομένως μὴ χρησιμοποιηθέντα διὰ τὴν διαφήμισιν κεφάλαια θὰ τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων κατ' ἀναλογίαν τοῦ συνόλου τῶν εἰσφορῶν των εἰς τὴν διαφήμισιν ταύτην κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1966 καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

9. Εἰς πάσας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν διαφήμισιν ἀποφάσεις, ἑκάστη μετέχουσα κυρίως παραγωγικὴ χώρα διαθέτει ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον πρὸς τὴν εἰσφοράν της εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον. Πᾶν κλάσμα ψήφου προκῦπτον ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ συντελεστοῦ τοῦ καταρτιζομένου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπολογίζεται ὡς μία ψῆφος.

Ὅσάκις χώρα συνάπτει ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ τελευταίου ἐδαφίου τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰδικὴν Συμφωνίαν μὲ τὸ Συμβούλιον διὰ τὴν πληρωμὴν εἰσφορᾶς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως, ἀποκτᾷ ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον πρὸς τὴν εἰσφοράν της, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ περὶ ἧς πρόκειται συμφωνία ἀφορᾷ εἰς τὴν περίοδον ἥτις ἀπομένει μέχρι τῆς ἐκπνοῆς τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 17.

Ἡ τεχνικὴ ἐκτέλεσις τῶν προγραμμάτων τῆς διαφημίσεως δύναται νὰ ἀνατίθεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς εἰδικευμένους Ὀργανισμοὺς τῆς ἐκλογῆς του, ἀντιπροσωπευτικοὺς τῶν ἐλαιοπαραγωγικῶν δραστηριοτήτων, μεταξὺ ἄλλων καὶ εἰς τὴν Διεθνῆ Ὁμοσπονδία Ἐλαιοκαλλιεργητῶν.

Ἄρθρον 18.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνῃ δωρεὰς τῶν Κυβερνήσεων ἢ ἐξ ἄλλων προελεύσεων διὰ τὴν κοινὴ διαφήμισιν. Οἱ ἐνδεχόμενοι οὗτοι πόροι προστίθενται εἰς τὸ συνολικὸν ποσὸν τοῦ Ταμείου Διαφημίσεως τὸ καθοριζόμενον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 16 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Μέτρα οἰκονομικά.

Ἄρθρον 19.

1. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν γενικῶν σκοπῶν τῶν ὁριζομένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ νὰ συμβάλῃ εἰς τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου καὶ νὰ θεραπεύσῃ ὅλας τὰς ἀσταθείας μεταξὺ τῆς διεθνοῦς προσφορᾶς καὶ τῆς ζητήσεως αἵτινες προέρχονται ἐκ τῆς μὴ κανονικότητος τῶν ἐσοδείων ἢ ἐξ ἑτέρων λόγων, τὸ Συμβούλιον προβαίνει, κατὰ τὴν ἀρχὴν ἑκάστης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, εἰς λεπτομερῆ ἐξέτασιν ἰσολογισμῶν τοῦ ἐλαιολάδου καὶ εἰς συνολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἐλαιόλαδον βάσει τῶν παρασχεθεισῶν πληροφοριῶν ὑπὸ ἑκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρον 7 τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἐκ τῶν πληροφοριῶν αἵτινες δύνανται νὰ τῷ παρασχεθῶσιν ὑπὸ τῶν μὴ μετεχουσῶν Κυβερνήσεων τῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου καὶ ἐκ παντὸς ἑτέρου καταλλήλου στατιστικοῦ ὑλικοῦ τὸ ὁποῖον θὰ δύναται νὰ ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσίν του.

2) Τὴν πρώτην Μαρτίου, τὸ βραδύτερον, ἑκάστου ἔτους αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις γνωρίζουν ἐπισήμως εἰς τὸ Συμβούλιον τὰ πλεονάσματα τοῦ ἐλαιολάδου τὰ ὁποῖα κατέχουν αἱ χῶραι των καὶ ἅτινα ὑπερβαίνουσι τὰς κανονικὰς ἐξαγωγὰς τὰς ὑποδεικνυομένας συμφώνως τῇ παραγράφῳ 1, τὰ ὁποῖα ἐπιθυμοῦν νὰ ἐξάγουν εἰς τὰς μετεχούσας ἢ μὴ χώρας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου.

3) Τὴν 1ην Μαρτίου ἑκάστου ἔτους, τὸ βραδύτερον, αἱ Κυβερνήσεις τῶν ἐλλειμματικῶν χωρῶν, μετὰ τὴν ἐκτίμησιν ὅλων τῶν ἀναγκῶν των ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν κατανάλωσιν καὶ εἰς τὴν ἐξαγωγὴν γνωρίζουν ἐπισήμως εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς ἐκτιμηθείσας ἀνάγκας εἰσαγωγῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου.

4) Τὴν πρώτην Ἀπριλίου τὸ βραδύτερον, ὁ Δ)ντὴς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ εἰς ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις τὰς ἐκτιμήσεις πλεονασμάτων καὶ ἐλλειμμάτων εἰς ἐλαιόλαδον τῶν χωρῶν μελῶν καὶ ἄλλων χωρῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, διὰ νὰ διευκολυνθοῦν αἱ ἄμεσοι διαπραγματεύσεις μεταξὺ τῶν ἐξαγωγικῶν καὶ εἰσαγωγικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν μετεχουσῶν Χωρῶν. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀνακοινοῦν εἰς τὸ Συμβούλιον ὡς οἷόν τε τάχιον τὰ ἐπιτευχθέντα τοιουτοτρόπως θετικὰ ἀποτελέσματα, τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύναντο νὰ γνωρίζουν.

5) Τὴν 31ην Μαΐου τὸ βραδύτερον, τὸ Συμβούλιον προβαίνει εἰς νέαν ὁλικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἐλαιόλαδον καὶ εἰς νέαν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς λαμβάνον ὑπ' ὄψιν πάσας τὰς πληροφορίας τὰς ὁποίας ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν του μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, καὶ δύναται νὰ προτείνῃ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει κατάλληλα.

Ἄρθρον 20.

Τὸ Συμβούλιον θὰ συνεχίσῃ τὰς μελέτας του διὰ νὰ παρουσιάσῃ, τὸ ταχύτερον, εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, συστάσεις προοριζομένας νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου διὰ μακρὰν περίοδον τῇ ἐφαρμογῇ τῶν καταλλήλων μέτρων τὰ ὁποῖα ἔχουν ὡς ἀντικειμενικὸν σκοπὸν τὴν ἐνθάρρυνσιν τῶν διεθνῶν ἀνταλλαγῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.

Διοίκησις.

Συμβούλιον Ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 21.

Τὸ Συμβούλιον τοῦ ἐλαιολάδου εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἁρμοδιότητες τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 22.

1) Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν λειτουργιῶν διοικήσεως αἵτινες τῷ ἀνατίθενται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὅρων τῆς Συμφωνίας καὶ ἀνεξαρτήτως τῶν ἰδιαιτέρων ἁρμοδιοτήτων, ὅσον ἀφορᾷ τὸ Κοινὸν Ταμεῖον Διαφημίσεως, τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον νὰ προαγάγῃ τὴν δρᾶσιν τῆς ρυθμίσεως καὶ τῆς ἐπεκτάσεως τῆς παγκοσμίου οἰκονομίας τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς διὰ παντὸς ἐν τῇ ἐξουσίᾳ του μέσου ἐνθαρρύνσεως, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τοὺς τομεῖς τῆς παραγωγῆς, τῆς ἀνταλλαγῆς καὶ τῆς καταναλώσεως.

2) Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὰ μέσα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ αὔξησιν τῆς καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου. Εἶναι ἰδίᾳ ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν ὑποβολὴν πρὸς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις ἁπασῶν τῶν ἐνδεδειγμένων συστάσεων αἵτινες ἀφοροῦν εἰς :

I) Τὴν υἱοθέτησιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνοῦς τύπου Συμβολαίου διὰ τὰς συναλλαγὰς τοῦ ἐλαιολάδου.

II) Τὴν σύστασιν καὶ τὴν λειτουργίαν Γραφείου Διεθνοῦς Διαιτησίας διὰ τὰς ἐνδεχομένας ἀμφισβητήσεις κατὰ τὰς συναλλαγὰς τῶν ἐλαιολάδων.

III) Ἐνοποίησιν τῶν σχετικῶν κανόνων μὲ τὰ φυσικὰ καὶ Χημικὰ χαρακτηριστικὰ τοῦ ἐλαιολάδου.

IV) Ἐνοποίησιν τῶν μεθόδων ἀναλύσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

3) Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ ἀποβλέποντα εἰς τὴν σύνταξιν κώδικος θεμιτῶν καὶ παγίων ἐθίμων τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου τοῦ ἐλαιολάδου, ἰδίως ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ περιθώρια ἀνοχῆς (περιθώρια ποσοστῶν ξένων ὑλῶν, ὕδατος κλπ.).

4) Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει χρήσιμα διὰ τὴν καταστολὴν τοῦ ἀθεμίτου συναγωνισμοῦ ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς πεδίου ἐκ μέρους Κρατῶν ἅτινα δὲν μετέχουν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν ὑπηκόων τῶν Κρατῶν αὐτῶν.

5) Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐπίσης νὰ ἀναλαμβάνῃ μελέτας ἐπὶ θεμάτων ἀναφερομένων εἰς τὸ ἐλαιόλαδον, τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς αὐτοῦ καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς.

Ἐπὶ πλέον τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον ὅπως ἀναλαμβάνῃ ἢ ἀναθέτῃ τὴν ἐκτέλεσιν ἑτέρων ἐργασιῶν, ἰδίᾳ τὴν ἀναζήτησιν λεπτομερῶν πληροφοριῶν αἵτινες ἀφοροῦν εἰς εἰδικὴν βοήθειαν, ὑπὸ διαφόρους, μορφάς, παρεχομένην εἰς τὰς δραστηριότητας διὰ τὴν ἐλαιοπαραγωγὴν ὥστε νὰ δύναται νὰ διατυπώνῃ ἁπάσας τὰς ὑποδείξεις καὶ συστάσεις τὰς ὁποίας κρίνει προσφόρους διὰ τὴν ἐπίτευξιν τοῦ συνόλου τῶν σκοπῶν τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἅπασαι αἱ μελέται καὶ αἱ ἐργασίαι αὗται δέον νὰ ἀναφέρωνται εἰς τὸν κατὰ τὸ δυνατὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν χωρῶν καὶ νὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς γενικὰς Κοινωνικὰς καὶ Οἰκονομικὰς συνθήκας τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν.

6) Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις γνωστοποιοῦν εἰς τὸ Συμβούλιον τὰ συμπεράσματα εἰς ἃ θὰ καταλήξῃ ἡ ἐξέτασις τῶν συστάσεων καὶ τῶν ὑποδείξεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ.

Ἄρθρον 23.

1) Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει ἐσωτερικὸν κανονισμὸν σύμφωνον πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τηρεῖ καὶ ἐνημερώνει τὰ βιβλία καὶ τὰ στοιχεῖα τὰ ὁποῖα εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοῦτο πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνατιθεμένων αὐτῷ λειτουργιῶν καθὼς ἐπίσης καὶ πᾶν ἕτερον κατὰ τὴν κρίσιν του στοιχεῖον ἢ βιβλίον.

Ἐν περιπτώσει ἀσυμφωνίας μεταξὺ τοῦ οὕτω δεκτοῦ γενομένου, ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καὶ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπερισχύει ἡ Συμφωνία.

2) Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει, προετοιμάζει καὶ δημοσιεύει ἁπάσας τὰς ἐκθέσεις, μελέτας, γραφικὰς παραστάσεις, ἀναλύσεις, καὶ ἕτερα στοιχεῖα τὰ ὁποῖα κρίνει χρήσιμα καὶ ἀναγκαῖα.

3) Τὸ Συμβούλιον δημοσιεύει ἅπαξ τοὐλάχιστον κατ' ἔτος, ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ καὶ ἐπὶ τῶν λειτουργιῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4) Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ μεταβιβάζῃ εἰς τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν συνιστωμένην κατὰ τοὺς εἰδικῶς καθοριζομένους ὅρους ἐν τῷ ἄρθρῳ 30, τὴν ἄσκησιν ἑκάστης τῶν ἐξουσιῶν του καὶ ἑκάστης τῶν λειτουργιῶν του, ἐξαιρέσει ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται ἐν τῷ ἄρθρῳ 16, ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 25 καὶ ἐν τοῖς παραγράφοις 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 33. Τὸ Συμβούλιον δύναται εἰς οἱανδήποτε στιγμὴν νὰ ἀνακαλῇ τὴν τοιαύτην μεταβίβασιν ἐξουσιῶν.

5) Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ διορίζῃ εἰδικὰς Ἐπιτροπὰς τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους διὰ τὴν ἐπιβοήθησίν του ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν, διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀνατιθεμένων λειτουργιῶν.

6) Τὸ Συμβούλιον ἀσκεῖ πᾶσαν ἄλλην ἀναγκαίαν λειτουργίαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Σύνθεσις τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 24.

1) Τηρουμένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑκάστη μετέχουσα Κυβέρνησις εἶναι μέλος τοῦ Συμβουλίου μὲ δικαίωμα ψήφου. Ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύηται εἰς τὸ Συμβούλιον δι' ἑνὸς ἀντιπροσώπου καὶ δύναται νὰ ὁρίζῃ ἀναπληρωτάς. Ὁ ἀντιπρόσωπος καὶ οἱ ἀναπληρωταὶ δύνανται νὰ συνοδεύωνται κατὰ τὰς συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τόσων συμβούλων ὅσους ἑκάστη μετέχουσα Κυβέρνησις κρίνει ἀναγκαῖον.

2. Ἐὰν μετέχουσά τις Κυβέρνησις χώρας κατ' ἐξοχὴν χώρας ἐνδιαφερομένης διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ τὴν κατανάλωσιν τοῦ ἐλαιολάδου, ἐκπροσωπῇ διεθνῶς ἓν ἢ περισσότερα ἐδάφη ἐξηρτημένα ἢ αὐτόνομα, κατ' ἐξοχὴν ἐνδιαφερόμενα διὰ τὴν παραγωγὴν ἢ τὴν ἐξαγωγὴν τοῦ ἐλαιολάδου ἢ ἀντιστρόφως, ἡ Κυβέρνησις αὕτη ἔχει δικαίωμα ἐντὸς τοῦ συμβουλίου εἴτε εἰς κοινὴν ἐκπροσώπησιν μετὰ τῶν ἐξηρτημένων ἢ αὐτονόμων ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων ἀσφαλίζει τὴν διεθνῆ ἀντιπροσώπευσιν, εἴτε ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο, εἰς τὴν κεχωρισμένην ἐκπροσώπησιν τοῦ ὡς ἀνωτέρω μνημονευομένου ἢ τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων ἐδαφῶν.

3. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει, μεταξὺ τῶν μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, τὸν Πρόεδρον ὁ ὁποῖος δὲν ἔχει δικαίωμα ψήφου καὶ ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντά του ἐπὶ μίαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον. Εἰς ἣν περίπτωσιν ὁ Πρόεδρος εἶναι ἀντιπρόσωπος ἔχων δικαίωμα ψήφου, τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτελεῖ ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Χώρας του. Ὁ Πρόεδρος δὲν ἀμείβεται.

4. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει ἐπίσης, μεταξὺ τῶν μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, τὸν Ἀντιπρόεδρον. Ἐὰν ὁ Ἀντιπρόεδρος οὗτος εἶναι ἀντιπρόσωπος μὲ δικαίωμα ψήφου, ἐκτελεῖ τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτὸς ὅταν ἀναλαμβάνῃ καθήκοντα Προέδρου, ὁπότε μεταβιβάζει τὸ δικαίωμα τοῦτο εἰς ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας του. Ὁ Ἀντιπρό-

εδρος άσκεῖ τὰ καθήκοντά του ἐπὶ μίαν ἐλαιοκομικὴν περίοδον ἄνευ ἀμοιβῆς.

Συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 25.

1. Τὸ Συμβούλιον ἔχει τὴν ἕδραν του ἐν Μαδρίτῃ, ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίζῃ διαφοροτρόπως μὲ πλειοψηφίαν τῶν δύο τρίτων τῶν παρεχομένων ψήφων. Συνεδριάζει ἐν τῇ ἕδρᾳ του, ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίζῃ κατ' ἐξαίρεσιν, νὰ συνέλθῃ εἰς εἰδικὴν σύνοδον ἐν ἄλλῳ τινὶ τόπῳ.

2. Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται, τουλάχιστον, δὶς τοῦ ἔτους, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν ἰδίᾳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 19 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συνέλθῃ εἰς οἱανδήποτε στιγμὴν ὁσάκις ὁ Πρόεδρός του θελήσῃ τοῦτο. Ἐπίσης συγκαλεῖται τὸ Συμβούλιον ὁσάκις τοῦτο ζητήσωσιν.

I) Πέντε μετέχουσαι χῶραι.

II) Μία ἢ περισσότεραι μετέχουσαι χῶραι κατέχουσαι, τουλάχιστον 10ο)ο τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

III) Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπή.

IV) Ὁσάκις μέλος τι τοῦ Συμβουλίου ὑποβάλλει ἔφεσιν ἐναντίον ἀποφάσεως τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, δυνάμει τῆς παραγράφου 8 τοῦ ἄρθρου 30 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Αἱ προσκλήσεις διὰ τὰς συνόδους, περὶ ὧν ἡ παράγραφος 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δέον νὰ ἀποστέλλωνται 30 ἡμέρας, τουλάχιστον, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης Συνεδριάσεως ἑκάστης Συνόδου.

Αἱ προσκλήσεις διὰ τὰς συνόδους περὶ ὧν ἡ παράγραφος 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δέον νὰ ἀποστέλλωνται ἑπτά, τουλάχιστον, ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης Συνεδριάσεως ἑκάστης Συνόδου.

Ἄρθρον 26.

Ἡ ἀπαιτουμένη ἀπαρτία δι' ἑκάστην συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου συνίσταται ἐκ τῶν 2)3 τοῦ συνόλου τῶν ψήφων, νοεῖται ὅτι εἰς τὴν ἀπαρτίαν ταύτην περιλαμβάνονται οἱ ψῆφοι δύο, τουλάχιστον, Κυβερνήσεων, ἀναφερομένων ἐν τῇ Παραγράφῳ 5 τοῦ ἄρθρου 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἐν τούτοις ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ ἀπαρτία κατὰ τὴν ὁρισθεῖσαν ἡμέραν συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου, ἥτις συγκαλεῖται συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 25, ἡ ἐν λόγῳ, Συνεδρίασις γίνεται 24 ὥρας βραδύτερον καὶ τὸ Συμβούλιον εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ, ἐφ' ὅσον παρίστανται ἀντιπρόσωποι κατέχοντες τὰ 50ο)ο, τουλάχιστον, τοῦ συνόλου τῶν ψήφων τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 27.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις, ἄνευ συνεδριάσεων, δι' ἀνταλλαγῆς ἀλληλογραφίας μεταξὺ τοῦ Προέδρου καὶ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι, οὐδεμίᾳ μετέχουσα Κυβέρνησις, θὰ φέρῃ ἀντίρρησιν εἰς τὴν διαδικασίαν ταύτην. Πᾶσα ἀπόφασις τοιουτοτρόπως λαμβανομένη ἀνακοινοῦται, τὸ δυνατὸν ταχύτερον, εἰς ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις καὶ καταχωρεῖται εἰς τὰ πρακτικὰ τῆς ἑπομένης συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 28.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 9 τοῦ ἄρθρου 16, ὁ ἀριθμὸς τῶν ψήφων τῶν παρεχομένων εἰς ἑκάστην μετέχουσαν Κυβέρνησιν, ἀναγράφεται ἐν τῷ παραρτήματι C τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Οὐχ' ἧττον ὅμως μέχρι τῆς ἐπικυρώσεως τῆς παρούσης συμφωνίας ὑφ' ἑκάστης τῶν δύο χωρῶν, αἵτινες διαθέτουσι τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν τῶν ψήφων κατὰ τὸ παράρτημα C, παραμένουν ἐν ἰσχύϊ αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 26. 28, 29 καὶ ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου 33 τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ ἐλαιολάδου τοῦ 1956 τὰ ὁποῖα ἀναδημοσιεύονται ἐν τῷ παραρτήματι Δ' τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Ὁ ἀριθμὸς ψήφων ὅστις παρέχεται εἰς τὰς Χώρας τὰς μὴ μνημονευομένας ἐν τῷ παραρτήματι C, αἵτινες καθίστανται συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, καθορίζονται δι' εἰδικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ ἑκάστης ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς σημασίας τῶν χωρῶν αὐτῶν ἐν τῇ οἰκονομίᾳ τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς.

Ἄρθρον 29.

1. Ἐκτὸς διατάξεων, ἀντιθέτων πρὸς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρεχομένων ψήφων, ἐννοεῖται δέ, ὅτι ἡ πλειοψηφία αὕτη, δέον νὰ περιλαμβάνῃ τοὺς ψήφους τριῶν τοὐλάχιστον Χωρῶν.

2. Ἡ Κυβέρνησις μετεχούσης χώρας κυρίως παραγωγικῆς δύναται νὰ ἐξουσιοδοτῇ τὸν ἔχοντα δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπον ἑτέρας κυρίως παραγωγικῆς Χώρας διὰ νὰ ἐκπροσωπῇ τὰ συμφέροντά της καὶ νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου. Ἐπιβεβαίωσις τῆς ἐξουσιοδοτήσεως ταύτης, δέον νὰ ὑποβάλληται εἰς τὸ Συμβούλιον θεωρημένης, παρ' αὐτοῦ, ἱκανοποιητικῆς.

3. Ὁ ἔχων δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπος κυρίως παραγωγικῆς Χώρας δὲν δύναται, ἐκτὸς τῶν ἐξουσιῶν καὶ τοῦ δικαιώματος ψήφου τὰ ὁποῖα κατέχει ἡ Χώρα του, νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὰ συμφέροντα καὶ νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου εἰ μὴ μιᾶς ἄλλης κυρίως παραγωγικῆς Χώρας.

4. Ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας δύναται νὰ ἐξουσιοδοτῇ τὸν ἔχοντα δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπον ἑτέρας κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας διὰ νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὰ συμφέροντά της καὶ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου της διὰ μίαν ἢ περισσοτέρας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου. Ἐπιβεβαίωσις τῆς ἐξουσιοδοτήσεως ταύτης, δέον νὰ ὑποβάλληται εἰς τὸ Συμβούλιον θεωρημένη παρ' αὐτοῦ, ἱκανοποιητική.

5. Ὁ ἔχων δικαίωμα ψήφου, ἀντιπρόσωπος κυρίως εἰσαγωγικῆς χώρας, δύναται, ἐκτὸς τῶν ἐξουσιῶν καὶ τοῦ δικαιώματος ψήφου τὰ ὁποῖα κατέχει ἡ χώρα του, νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὰ συμφέροντα καὶ νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου περισσοτέρων κυρίως, εἰσαγωγικῶν Χωρῶν.

Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπή.

Ἄρθρον 30.

1. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀριθμῇ τὸ ὀλιγώτερον 18 μέλη, ὁρίζει Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπήν, ἀποτελουμένην α) ἐξ ἀντιπροσώπων Κυβερνήσεων ἑπτὰ χωρῶν τῆς ὁμάδος τῶν, κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν τῶν μετεχουσῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ, ἐξ ὧν αἱ πέντε παράγουν τὸ περισσότερον ἐλαιόλαδον μεταξὺ τῶν Κρατῶν τῆς ὁμάδος ταύτης, β) ἐξ ἀντιπροσώπων Κυβερνήσεων πέντε χωρῶν τῆς ὁμάδος τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν χωρῶν τῶν μετεχουσῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ, ἐκ τῶν ὁποίων δύο πραγματοποιοῦν τὰς ὑψηλοτέρας εἰσαγωγὰς τοῦ ἐλαιολάδου μεταξὺ τῶν Κρατῶν τῆς δευτέρας ταύτης ὁμάδος.

2. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀριθμῇ ὀλιγώτερα τῶν 18 μελῶν, δύναται νὰ ὁρίζῃ Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπήν, συνισταμένην κατ' ἀναλογίαν τῶν 3)5 καὶ 2)5, ἀντιστοίχως, ἐκ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Κυβερνήσεων, τῶν κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν καὶ τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν τοιούτων.

3. Τὰ μέλη τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, ὁρίζονται διὰ μίαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον ἐπὶ τῇ βάσει προτάσεως ἑκάστης τῶν δύο ὁμάδων τῶν μνημονευομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Τὰ μέλη ταῦτα δύνανται νὰ ἐπανεκλέγωνται.

4. Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ ἀσκεῖ τὰς ἐξουσίας καὶ τὰς λειτουργίας τοῦ Συμβουλίου, τὰς ὁποίας τοῦτο θὰ μεταβιβάσῃ εἰς ταύτην, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγραφου 4 τοῦ ἄρθρου 23.

5. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Συμβουλίου προεδρεύει τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς. Δὲν ἔχει δικαίωμα ψήφου.

6. Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτῆς κανονισμόν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τούτου, ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου.

7. Ἕκαστον μέλος τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, διαθέτει μίαν ψῆφον. Εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν αἱ ἀποφάσεις λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρεχομένων ψήφων.

8. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις ἔχει τὸ δικαίωμα ἐφέσεως εἰς τὸ Συμβούλιον ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις, τὰς ὁποίας τοῦτο ὁρίζει, κατὰ πάσης ἀποφάσεως τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, καὶ ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς παραμένει ἐν ἐκκρεμότητι, μέχρις ὅτου καταστῇ γνωστὸν τό, ἐπὶ τῆς ἐφέσεως ἀποτέλεσμα. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ ἀπόφασις τοῦ Συμ-

βουλίου δὲν συμφωνεῖ μὲ τὴν ἀπόφασιν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, κατὰ συνέπειαν, τροποποιεῖται.

Γραμματεία

Ἄρθρον 31.

1. Τὸ Συμβούλιον κέκτηται Γραμματείαν, ἀποτελουμένην ἐξ ἑνὸς Διευθυντοῦ καὶ τοῦ ἀναγκαίου προσωπικοῦ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν του. Τὸ Συμβούλιον ὁρίζει τὸν Διευθυντὴν καὶ καθορίζει τὰς ἁρμοδιότητας αὐτοῦ. Τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ διορίζονται, συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους καταρτίζει τὸ Συμβούλιον. Ἀπαγορεύεται εἰς τὸ προσωπικὸν νὰ ἀσκῇ καθήκοντα ἐκτὸς τῆς ὀργανώσεως ἢ νὰ δέχηται ἑτέρας ὑπηρεσίας.

2. Καθορίζεται ὡς ὅρος διὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας νὰ μὴν ἔχουν οὗτοι ἐμπορικὸν ἢ οἰκονομικόν τι ἐνδιαφέρον, ἄμεσον ἢ ἔμμεσον, εἰς οἱονδήποτε ἐκ τῶν διαφόρων κλάδων τῶν δραστηριοτήτων τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς, ἐκτὸς ἐὰν ἀπαρνηθοῦν τὰ ἐνδιαφέροντά των, ταῦτα.

3. Τὸ ἔργον τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τῶν μελῶν τῆς Γραμματείας ἔχει χαρακτῆρα ἀποκλειστικῶς διεθνῆ. Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν δὲν πρέπει οὔτοι νὰ ζητοῦν οὐδὲ νὰ δέχωνται ὁδηγίας παρὰ Κυβερνήσεως ἢ ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν. Ὀφείλουν νὰ ἀπέχουν πάσης ἐνεργείας ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των, ὡς λειτουργῶν διεθνοῦς Ὀργανώσεως.

4. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, δέον νὰ σέβωνται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τοῦ ἔργου τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας, καὶ δὲν πρέπει νὰ ἐπιδιώκουν νὰ ἐπηρεάζουν ταῦτα ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IX.

Καθεστώς, Ἀτέλειαι καὶ Προνομίαι.

Ἄρθρον 32.

1. Εἰς ἕκαστον μετέχον Κράτος, καὶ καθ' ὅσον ἐπιτρέπει ἡ Νομοθεσία τοῦ Κράτους αὐτοῦ, τὸ Συμβούλιον ἀπολαύει τῆς ἀναγκαίας Νομικῆς ἱκανότητος, πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν λειτουργιῶν, τὰς ὁποίας τοῦ ἀναθέτει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

2. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους, ἔνθα εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τοῦ Συμβουλίου, καθ' ὃ μέτρον ἐπιτρέπει ἡ Νομοθεσία του, ἀπαλλάσσει τῶν φόρων τὰ Κεφάλαια τοῦ Συμβουλίου καὶ τὰς ἀμοιβὰς τὰς καταβαλλομένας, ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς τὸ προσωπικὸν αὐτοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ X.

Οἰκονομικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 33.

1. Τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσωπειῶν ἐν τῷ Συμβουλίῳ καὶ τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς, ἐξαιρέσει ἐκείνων τοῦ Προέδρου, ἅτινα ἀναλαμβάνονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὰς οἰκείας αὐτῶν Κυβερνήσεις. Ἡ εἰσφορὰ εἰς τὸν προϋπολογισμὸν Διοικήσεως ἑκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως, δι' ἑκάστην ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον, εἶναι ἀνάλογος τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τὰς ὁποίας ἔχει αὐτὴ ὅταν ἐγκρίνηται προϋπολογισμὸς τῆς περιόδου ταύτης.

2. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνόδου του, τὸ Συμβούλιον ψηφίζει τὸν Προϋπολογισμὸν Διοικήσεως διὰ τὴν πρώτην ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον, καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῆς καταβλητέας εἰσφορᾶς ὑφ' ἑκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως.

Ἐν συνεχείᾳ, καθ' ἕκαστον ἔτος, καὶ κατὰ τὴν σύνοδον τοῦ Ὀκτωβρίου, τὸ Συμβούλιον ψηφίζει τὸν Προϋπολογισμὸν Διοικήσεως διὰ τὴν ἀντίστοιχον ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῆς, ὑφ' ἑκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως, καταβλητέας εἰσφορᾶς διὰ τὴν ἐν λόγῳ περίοδον.

3. Ἡ ἀρχικὴ εἰσφορὰ πάσης μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἥτις καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 36 καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀνεγνωρισμένων ψήφων εἰς τὴν Κυβέρνησιν ταύτην καὶ τοῦ κλάσματος τοῦ ἔτους μέχρι τοῦ τέλους τῆς τρεχούσης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου. Ἐν τούτοις αἱ καθορισθεῖσαι εἰσφοραὶ διὰ τὰς ἑτέρας μετεχούσας Κυβερνήσεις, διὰ τὴν τρέχουσαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον, δὲν μεταβάλλονται.

4. Αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον, εἰσφοραί, εἶναι ἀπαιτηταὶ κατὰ τὴν ἀρχὴν ἑκάστης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, δι' ἣν αἱ εἰσφοραὶ αὗται ἔχουν καθορισθῇ, καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ νόμισμα τῆς Χώρας ἔνθα εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τοῦ Συμβουλίου.

5. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις, ἥτις δὲν ἔχει καταβάλει τὴν εἰσφοράν της κατὰ τὸν χρόνον τῆς Συνόδου τοῦ Συμβουλίου, ἥτις ἕπεται τοῦ τέλους τῆς ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου, δι' ἣν ἡ εἰσφορὰ αὕτη ἔχει καθορισθῇ, στερεῖται προσωρινῶς, τοῦ δικαιώματος ψήφου μέχρις ὅτου αὕτη θὰ ἔχῃ καταβάλει τὴν εἰσφοράν της. Ἐν τούτοις, ἡ Κυβέρνησις αὕτη οὐδενὸς τῶν ἄλλων δικαιωμάτων της στερεῖται, οὐδὲ ἀπαλλάσσεται τῶν ὑποχρεώσεών της, αἵτινες ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐκτὸς ἐὰν διαφορετρόπως τὸ Συμβούλιον, ἀποφασίζῃ.

6. Τὸ Συμβούλιον, μετὰ τὴν Σύνοδον τοῦ Ἀπριλίου, δημοσιεύει βεβαιωμένην κατάστασιν τῶν ἐσόδων καὶ τῶν ἐξόδων, τῆς προηγουμένης ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου.

7. Ἐν περιπτώσει διαλύσεως, καὶ πρὸ ταύτης, τὸ Συμβούλιον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς τακτοποίησιν τοῦ παθητικοῦ αὐτοῦ, τὴν κατάθεσιν πρὸς φύλαξιν τῶν ἀρχείων του καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ὑπάρχοντος πιστωτικοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν χρονολογίαν ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XI.

Συνεργασία μεθ' ἑτέρων Ὀργανισμῶν.

Ἄρθρον 34.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ προβαίνῃ εἰς τὰ δέοντα διὰ νὰ συμβουλεύεται τὴν Ὀργάνωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν (F.A.O.), καθὼς ἐπίσης καὶ τοὺς καταλλήλους Ὀργανισμοὺς καὶ τὰ κατάλληλα Κρατικὰ ἢ μὴ Ἱδρύματα καὶ νὰ συνεργάζηται μετ' αὐτῶν. Δύναται ἐπίσης νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τὸ ὁποῖον κρίνει προσῆκον ἵνα ἐπιτρέπηται εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν, ὡς ἄνω, Ὀργανώσεων, νὰ παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII.

Ἀμφισβητήσεις καὶ ἐνστάσεις.

Ἄρθρον 35.

1. Πᾶσα ἀμφισβήτησις, ἐκτὸς τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 12, σχετικὴ μὲ τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἥτις δὲν ρυθμίζεται διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων, παραπέμπεται, τῇ αἰτήσει μετεχούσης εἰς τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεως καὶ διαδίκου ἐν τῇ διαφορᾷ εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως, μετὰ γνώμην, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἧς ἡ σύνθεσις θέλει ὁρισθῇ ὑπὸ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ Συμβουλίου.

2. Ἡ ἠτιολογημένη γνώμη τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον, ὅπερ λύει εἰς πᾶσαν περίπτωσιν τὴν διαφοράν, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν ὅλα τὰ χρήσιμα στοιχεῖα πληροφοριῶν.

3. Αἰτίασις, καθ' ἣν, μετέχουσα Κυβέρνησις δὲν ἐξεπλήρωσε τὰς ὑποχρεώσεις, αἵτινες ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας, παραπέμπεται κατόπιν αἰτήσεως τῆς διατυπούσης τὴν αἰτίασιν μετεχούσης Κυβερνήσεως, εἰς τὸ Συμβούλιον, ὅπερ λαμβάνει, ἐν προκειμένῳ ἀπόφασιν, κατόπιν γνωματεύσεως, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, περὶ ἧς προβλέπει ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Μετέχουσα Κυβέρνησις δύναται, κατόπιν ψήφου τοῦ Συμβουλίου, νὰ θεωρηθῇ ἔνοχος ἀθετήσεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον διαπιστώσῃ ὅτι, μετέχουσα Κυβέρνησις κατέστη ἔνοχος ἀθετήσεώς τινος τῆς παρούσης Συμφωνίας, δύναται νὰ ἐπιβάλῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν ταύτην κυρώσεις

ἐξικνουμένας ἀπὸ τῆς ἁπλῆς προειδοποιήσεως, περὶ τῆς προσωρινῆς ἀναστολῆς τοῦ δικαιώματος ψήφου της, μέχρις ὅτου ἡ Κυβέρνησις αὕτη ἐκπληρώσει τὰς ὑποχρεώσεις της, ἢ ἀκόμη, καὶ μέχρι τοῦ ἀποκλεισμοῦ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης ἐκ τῆς Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII.

Ὑπογραφή, Ἐπικύρωσις, Ἀποδοχή, Ἔγκρισις, Προσχώρησις καὶ ἔναρξις ἰσχύος.

Ἄρθρον 36.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ εἶναι ἀνοικτὴ μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1963, πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες προσεκλήθησαν εἰς τὴν διάσκεψιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον 1963.

2. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ὑποβληθῇ, πρὸς κύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν ὑπὸ τῶν Κρατῶν, ἅτινα θὰ ὑπογράψουν ταύτην, συμφώνως πρὸς τὴν σχετικὴν συνταγματικήν των διαδικασίαν, καὶ τὰ ὄργανα τῆς ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῇ Ἱσπανικῇ Κυβερνήσει, ἥτις θὰ εἶναι ἡ Κυβέρνησις φύλαξ τῆς Συμφωνίας.

3. Ἡ παροῦσα Συμφωνία εἶναι ἀνοικτὴ διὰ τὴν προσχώρησιν παντὸς Κράτους τὸ ὁποῖον προσεκλήθη εἰς τὴν Διάσκεψιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει, ἥτις εἶναι ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας. Μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς εἰρημένης Συμφωνίας, πᾶν ἕτερον Κράτος μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν, θὰ δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συμφωνίαν ταύτην.

4. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, τὴν πρώτην Ὀκτωβρίου 1963 ἐὰν αἱ Κυβερνήσεις πέντε χωρῶν, κυρίως παραγωγικῶν καὶ Κυβερνήσεις δύο Χωρῶν, κυρίως εἰσαγωγικῶν ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ, ἐγκρίνει ἢ προσχωρήσει εἰς ταύτην, ἢ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς ἄλλην μεταγενεστέραν ἡμερομηνίαν, καθ' ἣν, οἱ ἐν λόγῳ ὅροι, θὰ πληρωθοῦν. Ἐν τούτοις εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὴν πρώτην Ὀκτωβρίου 1963 τέσσαρες μόνον Κυβερνήσεις, κυρίως παραγωγικῶν Χωρῶν καὶ δύο Κυβερνήσεις κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν, θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ, ἐγκρίνει ἢ προσχωρήσει εἰς τὴν Συμφωνίαν ταύτην, αἱ εἰρημέναι Κυβερνήσεις θὰ δύνανται νὰ ἀποφασίσωσι κοινῇ συγκαταθέσει, ὅτι ἡ Συφωνία αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

5. Κράτος καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἔχει καταθέσει τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς, τῆς ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν, ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐὰν ἡ ἡμερομηνία τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμφωνίας, εἶναι μεταγενεστέρα τῆς καταθέσεως τοῦ ἐν λόγῳ ὀργάνου τοιαύτης.

6. Ἡ Συμφωνία δύναται νὰ τεθῇ προσωρινῶς, ἐν ἰσχύϊ. Πρὸς τοῦτο, ἐὰν μία Κυβέρνησις ὑπογράψασα τὴν Συμφωνίαν γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν, ἥτις εἶναι φύλαξ τῆς Συμφωνίας, τὸ βραδύτερον τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1963 «ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιτύχῃ, ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον τῆς ἐπιτρέπει ἡ Συνταγματικὴ διαδικασία της, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχήν, ἢ ἔγκρισιν τῆς Συμφωνίας, ἡ γνωστοποίησις αὕτη θεωρεῖται, ὡς ἔχουσα ἰσχὺν οἵαν καὶ τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

7. Αἱ ὑπογράψασαι τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεις, αἵτινες δὲν ἔχουν ἐπικυρώσει ἢ ἐγκρίνει τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, ἀλλὰ ἔχουν προβῇ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου γνωστοποίησιν, δύνανται ἐὰν τὸ ἐπιθυμοῦν νὰ λαμβάνουν μέρος εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ, ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

8. Αἱ Κυβερνήσεις αἱ ὑπογράψασαι τὴν Συμφωνίαν, αἵτινες ἔχουν προβῇ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου γνωστοποίησιν, δύνανται ἐπίσης νὰ πληροφοροῦν τὴν Κυβέρνησιν, ἥτις εἶναι ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας ὅτι ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐφαρμόζουν προσωρινῶς, τὴν Συμφωνίαν ταύτην. Πᾶσα Κυβέρνησις, ἥτις θὰ ἀναλάβῃ τοιαύτην ὑποχρέωσιν, θὰ θεωρῆται, προσωρινῶς, ὡς συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, μεθ' ὅλων τῶν συμπαραμαρτούντων δικαιωμάτων καὶ τῶν ὑποχρεώσεων, μέχρις ἐκείνης ἐκ τῶν δύο ἡμερομηνιῶν, ἥτις θὰ εἶναι ἡ πλησιεστέρα δηλαδὴ ἡμερομηνία τῆς καταθέσεως ὑπὸ ταύτης τοῦ Ὀργάνου τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, ἢ ἡ 1 Ὀκτωβρίου 1963. Ἐὰν τὴν 1 Ὀκτωβρίου 1964, ἡ Κυβέρνησις αὕτη δὲν ἔχει, εἰσέτι καταθέσει τοιοῦτον ὄργανον παύει νὰ θεωρῆται, προσωρινῶς, συμβαλλόμενον μέρος τῆς Συμφωνίας, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Συμβούλιον λάβῃ διάφορον ἀπόφασιν, ἀλλὰ δύναται, ἐὰν τὸ ἐπιθυμῇ, νὰ λαμβάνῃ μέρος εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ, ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

9. Ἡ Κυβέρνησις, ἥτις εἶναι ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας, γνωστοποιεῖ εἰς πάντα τὰ μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ὀργανώσεως διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν, πᾶσαν ὑπογραφήν, ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ προσχώρησιν εἰς τὴν Συμφωνίαν καὶ πληροφορεῖ τὰς Κυβερνήσεις διὰ πᾶσαν διατυπουμένην σχετικὴν ἐπιφύλαξιν ἢ ὅρον. Ἐπίσης πληροφορεῖ ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις διὰ πᾶσαν λαμβανομένην γνωστοποίησιν, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ διὰ πᾶσαν ἀναλαμβανομένην ὑποχρέωσιν, ἥτις γνωστοποιεῖται, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 8.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIV.

Διάρκεια, Τροποποίησις, Ἀναστολή, Ἀποχώρησις Ἐκπνοή, Ἀνανέωσις.

Ἄρθρον 37.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 30 Σεπτεμβρίου 1967, ἐφ' ὅσον, τοὐλάχιστον, πληροῦνται οἱ ὅροι διὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος οἱ προβλεπόμενοι ἐν τῇ παραγράφῳ 4 τοῦ ἄρθρου 36.

2. Τὸ Συμβούλιον θὰ ἀπευθύνῃ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, εἰς τήν, κατὰ τὴν κρίσιν του, κατάλληλον στιγμήν, τὰς συστάσεις του, σχετικῶς μὲ τὴν παράτασιν ἢ τὴν ἀνανέωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Κατὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῆς παρατάσεως ἢ τῆς ἀνανεώσεως ταύτης, αἱ πράξεις ὧν τὸ βάρος ἔχει ἀναλάβει τὸ Συμβούλιον καὶ τὰ κεφάλαια τῶν ὁποίων ἀσφαλίζει τὴν διαχείρισιν θὰ τακτοποιηθοῦν, συμφώνως πρὸς τούς, ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, καθορισθησομένους ὅρους, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων αὐτῶν καὶ τῶν ἑτέρων ὅρων ἀναφορικῶς μὲ τὴν ρευστοποίησιν τὸ Συμβούλιον θὰ ἐξακολουθήσῃ τὴν ἀποστολήν του, ὅσον χρόνον κρίνει ἀναγκαῖον καὶ θὰ ἀσκήσῃ τὰς ἐξουσίας καὶ τὰς λειτουργίας τὰ ὁποῖα τῷ ἔχουσι ἀνατεθῇ, ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας καταβάλλον πᾶν ἀναγκαῖον μέτρον, ἵνα φέρῃ εἰς πέρας τὴν ἀποστολήν του.

4. Ἐὰν Συμφωνία τις, προοριζομένη διὰ τὴν παράτασιν ἢ τὴν ἀνανέωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον διαπραγματεύσεων, καὶ ἐάν, πρὸ τῆς λήξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἔχει λάβει ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα δύναται νὰ τεθῇ, ἐν ἰσχύϊ, μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν διατάξεις, ἀλλὰ ἐὰν ἡ νέα αὕτη Συμφωνία δὲν ἔχῃ τεθῇ, προσωρινῶς, ἢ ὁριστικῶς, ἐν ἰσχύϊ, κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς λήξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ παροῦσα Συμφωνία παρατείνεται μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς νέας Συμφωνίας μὴ δυναμένη ἡ παράτασις αὕτη νὰ ὑπερβῇ τοὺς 12 μῆνας.

Ἄρθρον 38.

1. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συστήσῃ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, τροποποίησιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, εἰς ἃς περιπτώσεις εἰδικὰ περιστατικὰ κατὰ τὴν γνώμην τοῦ Συμβουλίου ἢ μιᾶς μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἐμποδίζουν ἢ

ἀπειλοῦν νὰ ἐμποδίσουν τὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ἐὰν ἡ ἐνδιαφερομένη Κυβέρνησις ὑποβάλῃ τὴν αἴτησιν, χρησιμοποιεῖται ἡ διαδικασία τῆς ψήφου δι' ἀλληλογραφίας ἡ καθοριζομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 27.

3. Τὸ Συμβούλιον ὁρίζει τὴν προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας ἑκάστη μετέχουσα Κυβέρνησις ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ, εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν, ἐὰν ἀποδέχηται ἢ ὄχι προταθεῖσαν τινα τροποποίησιν, δυνάμει τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Ἐάν, πρὸ τῆς λήξεως τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἅπασαι αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀποδέχωνται τροποποίησιν τινα, αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, ἀμέσως μετὰ τὴν λῆψιν τῆς τελευταίας δηλώσεως ἀποδοχῆς ὑπὸ τῆς φύλακος τῆς Συμφωνίας Κυβερνήσεως. Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις, εἰδοποιεῖ περὶ τούτου πάντα τὸ Συμβούλιον.

5. Ἐάν, κατὰ τὴν λῆξιν τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τροποποίησίς τις, δὲν γίνεται ἀποδεκτή, ὑπὸ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες διαθέτουν τὰ 2)3 τῶν ψήφων, ἡ τροποποίησις αὕτη δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ.

6. Ἐάν, κατὰ τὴν λῆξιν τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τροποποίησίς τις, γίνεται ἀποδεκτή, ὑπὸ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες διαθέτουν τὰ δύο τρίτα τῶν ψήφων, ἀλλὰ οὐχὶ ὑφ' ὅλων τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

α) Ἡ τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, αἵτινες ἔχουν γνωστοποιήσει τὴν ἀποδοχήν των, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ ἐλαιοπαραγωγικοῦ ἔτους, ὅπερ ἀκολουθεῖ μετὰ τὴν λῆξιν τῆς ταχθείσης προθεσμίας, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ παραγράφου.

β) Τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζει ἄνευ ἀναβολῆς ἐὰν ἡ τροποποίησις εἶναι τοιαύτης φύσεως, ὥστε αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, αἵτινες δὲν ἀποδέχονται ταύτην, πρέπει νὰ ἀποκλεισθῶσι, προσωρινῶς, τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, ἀφ' ἧς, ἡ τροποποίησις αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἐδαφίου α) καὶ γνωστοποιεῖ τὴν ἀπόφασιν ταύτην πρὸς πάσας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζῃ ὅτι ἡ τροποποίησις εἶναι φύσεως τοιαύτης, αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, αἵτινες δὲν ἔχουν ἀποδεχθῇ ταύτην, γνωστοποιοῦν εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀνωτέρω ὅρους τοῦ ἐδαφίου α), ἐὰν ἐξακολουθοῦν νὰ θεωροῦν, ὡς ἀπαράδεκτον τὴν τροποποίησιν ταύτην. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, αἵτινες ἔχουν οὕτω, κρίνει καθὼς καὶ ἐκεῖναι αἱ Κυβερνήσεις, αἵτινες δὲν ἔχουν γνωστοποιήσει τὴν ἀπόφασίν των, ἀποκλείονται προσωρινῶς, αὐτομάτως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπὸ τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως. Ἐν τούτοις, ἐὰν μία ἐκ τῶν Κυβερνήσεων αὐτῶν, ἀποδείξῃ εἰς τὸ Συμβούλιον ὅτι ἠμποδίσθη νὰ ἀποδεχθῇ τὴν τροποποίησιν πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος ταύτης συμφώνως πρὸς τοὺς, ἀνωτέρω, ὅρους τῆς παραγράφου α), ἐξ αἰτίας δυσχερειῶν Συνταγματικῆς μορφῆς ἀνεξαρτήτων τῆς θελήσεώς της, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀναβάλῃ τὸν προσωρινὸν ἀποκλεισμὸν μέχρις ὅτου ὑπερνικηθοῦν αἱ δυσχέριαι αὗται καὶ ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις γνωστοποιήσῃ τὴν ἀπόφασίν της, εἰς τὸ Συμβούλιον.

7. Τὸ Συμβούλιον, καθορίζει τοὺς κανόνας, συμφώνως πρὸς τοὺς ὁποίους ἀποκαθίσταται μετέχουσα Κυβέρνησις, ἥτις ἔχει ἀποκλεισθῇ προσωρινῶς, κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς ἐπίσης καὶ τοὺς ἀναγκαίους κανόνας διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 39.

1. Ἐὰν μετέχουσα Κυβέρνησις κρίνῃ ὅτι θίγονται σοβαρῶς τὰ συμφέροντά της, ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι, μία ὑπογράψασα τὴν Συμφωνίαν Κυβέρνησις δὲν ἐπικυρώνει ἢ δὲν ἀποδέχεται τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, ἢ ἐξ αἰτίας ὅρων ἢ ἐπιφυλάξεων διατυπωθέντων κατὰ τὴν ὑπογραφήν, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν τῆς Συμφωνίας, ἡ Κυβέρνησις αὕτη γνωστοποιεῖ τοῦτο εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν.

Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις, εὐθύς, ὡς λάβῃ, τὴν γνωστοποίησιν ταύτην, πληροφορεῖ τὸ Συμβούλιον, τὸ ὁποῖον ἐξετάζει τό, ἐν λόγῳ θέμα εἴτε κατὰ τὴν πρώτην Σύνοδον, εἴτε κατὰ μίαν τῶν μεταγενεστέρων Συνόδων, συγκαλουμένων ἐντὸς μηνός, τὸ βραδύτερον ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως. Ἐάν, μετὰ τὴν ἐξέτασιν τοῦ θέματος παρὰ τοῦ Συμβουλίου, ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις ἐξακολουθῇ νὰ θεωρῇ θιγόμενα σοβαρῶς, τὰ συμφέροντά της, δύναται νὰ ἀποχωρήσῃ τῆς Συμφωνίας, γνωστοποιοῦσα τὴν ἀποχώρησίν της, εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας, Κυβέρνησιν ἐντὸς προθεσμίας, τριάκοντα ἡμερῶν μετὰ τὴν γνωστοποίησιν τῆς ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου.

2. Ἡ διαδικασία ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἔχει ἐφαρμογὴν εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις:

α) Ὅταν μετέχουσά τις Κυβέρνησις δηλοῖ ὅτι, λόγοι ἀνεξάρτητοι τῆς θελήσεώς της, ἐμποδίζουν ταύτην νὰ ἐκπληρώσῃ τὰς συμβατικὰς ὑποχρεώσεις της, τὰς ἀπορρεούσας ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

β) Ὅταν μετέχουσά τις Κυβέρνησις θεωρῇ ὅτι, τὰ συμφέροντά της ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμφωνίας, ἐπικινδύνως βλάπτονται, λόγῳ ἀποχωρήσεως μιᾶς ἄλλης μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἢ συνεπείᾳ ἀποχωρήσεως, ἥτις γνωστοποιεῖται, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 42 καὶ ἀφορᾷ τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, τὰ ὁποῖα ἀντιπροσωπεύει ἑτέρα μετέχουσα Κυβέρνησις.

γ) Ὅταν μετέχουσά τις Κυβέονησις, θεωρῇ ὅτι, τὰ συμφέροντά της ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμφωνίας, σοβαρῶς βλάπτονται, συνεπείᾳ μέτρου, ληφθέντος ὑπὸ μιᾶς ἄλλης μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἐὰν τό, ἐν λόγῳ, μέτρον δὲν ἀνεκλήθη ἢ δὲν ἐτροποποιήθη, συμφώνως πρὸς τὰς συστάσεις τοῦ Συμβουλίου τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ διατυπώσει, ἐν προκειμένῳ, ἐπιλαμβανόμενον τῆς σχετικῆς διαμαρτυρίας.

δ) Ὅταν, μετέχουσα Κυβέρνησις θεωρῇ ὅτι τὰ συμφέροντά της, ἔχουσι σοβαρῶς ζημιωθῇ, συνεπείᾳ ἀποφάσεώς τινος, ληφθείσης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐξουσιῶν, αἵτινες ἔχουν αὐτῷ, ἀνατεθῇ ἢ ἕνεκεν τροποποιήσεως τῆς Συμφωνίας προβλεπομένης, ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 6 τοῦ ἄρθρου 38.

3. Μετέχουσά τις Κυβέρνησις, δύναται διὰ γνωστοποιήσεως εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας, Κυβέρνησιν νὰ ἀποχωρήσῃ τῆς Συμφωνίας, συνεπείᾳ πολεμικῶν γεγονότων.

4. Πᾶσα ἀποχώρησις πραγματοποιουμένη, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐδαφίων, α), β), C), καὶ D) τῆς παραγράφου 2 ἢ τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 1 καὶ 3 θὰ τεθῇ, ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τῆς ὁριστικῆς, ἐν λόγῳ γνωστοποιήσεως ὑπὸ τῆς φύλακος τῆς Συμφωνίας Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 40.

Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις, πληροφορεῖ, ἄνευ καθυστερήσεως ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις διὰ πᾶσαν γνωστοποίησιν ἀποχωρήσεως, τῆς ὁποίας ἔλαβε γνῶσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 41.

1. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις, ἥτις ἀποκλείεται, προσωρινῶς, τῆς παρούσης Συμφωνίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς της, ὑποχρεοῦται νὰ πληρώσῃ τὰς ὀφειλομένας εἰσφορὰς εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ τὰ τηρήσῃ ὅλας τὰς ὑποχρεώσεις αἵτινες θὰ ἔχωσι ἀναληφθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἀποχωρήσεώς της ἢ τοῦ ἀποκλεισμοῦ της.

2. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις ἥτις ἀποχωρεῖ τῆς Συμφωνίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς της, ἐπὶ οὐδενὸς μέρους τοῦ προϊόντος τῆς ρευστοποιήσεως τοῦ ἐνεργητικοῦ τοῦ Συμβουλίου δύναται νὰ ἐγείρῃ ἀπαίτησιν κατὰ τὴν λῆξιν τῆς προειρημένης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XV.

Ἐδαφικὴ ἐφαρμογή.

Ἄρθρον 42.

1. Πᾶσα Κυβέρνησις δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς, τῆς ἐγκρίσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῆς προσχωρήσεως εἰς ταύτην, ἢ ἀνὰ πᾶσαν μεταγενεστέραν στιγμήν, νὰ δηλώσῃ διὰ γνωστοποιήσεως πρὸς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν ὅτι ἡ Συμφωνία ἐπεκτείνεται ἐφ' ὅλων ἢ ἐπὶ μέρους τῶν μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων αὕτη ἐξασφαλίζει τὴν διεθνῆ ἀντιπροσώπευσιν, ὁπότε ἡ Συμφωνία ἐφαρμόζεται ἅμα τῇ λήψει τῆς γνωστοποιήσεως καὶ εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς ταύτην, ἐδάφη.

2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τὰς σχετικὰς μὲ τὴν ἀποχώρησιν, πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν φύλακα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησιν, τὴν χωριστὴν ἀποχώρησιν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἑνὸς οἱουδήποτε ἢ ὅλων τῶν μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων ἀσφαλίζει τὴν διεθνῆ ἀντιπροσώπευσιν.

3. Ἡ φύλαξ τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις θὰ πληροφορῇ τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις δι' ἁπάσας τὰς λαμβανομένας γνωστοποιήσεις, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως, ἐξουσιοδοτημένοι διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν κατὰ τὰς ἔναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Τὰ κείμενα τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὰς Ἀγγλικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν γλώσσας, εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Ἱσπανικῇ Κυβερνήσει, ἥτις διαβιβάζει ἀκριβῆ καὶ κεκυρωμένα ἀντίγραφα, πρὸς ὅλας τὰς Κυβερνήσεις, αἵτινες ἔχουν ὑπογράψει ἢ προσχωρήσει εἰς τὴν παροῦσα Συμφωνίαν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α'.

Ὀνομασίαι καὶ ὁρισμοὶ ἐλαιολάδων διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον.

1) Παρθένα ἐλαιόλαδα (Σημείωσις : Δύναται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθῇ ἡ ἔκφρασις «ἁγνὸν ἐλαιόλαδον παρθένον»). Ἐλαιόλαδα ληφθέντα διὰ μηχανικῶν μεθόδων ἀποκλειομένης πάσης ἀναμίξεως μὲ ἄλλης φύσεως ἔλαια, ἢ ἔλαια ληφθέντα, κατ' ἄλλον τρόπον.

Τὰ παρθένα ἐλαιόλαδα κατατάσσονται, ὡς ἀκολούθως :

α) «Ἐξαιρετικὸν (EXTRA) : Ἐλαιόλαδον, τελείως ἀνεπιλήπτου γεύσεως τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 1 ο)ο.

β) «Ἄριστον» (FINE) : Ἐλαιόλαδον ἔχον τὰς ἰδιότητας τοῦ ἐξαιρετικοῦ, ἐκτὸς τῆς ὀξύτητος, ἥτις ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 1,5 ο)ο.

γ) «Σύνηθες» (COURANTE). (Σημείωσις : Δύναται, ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθῇ ἡ ἔκφρασις «ἡμιάριστον», ἀντὶ τῆς ὀνομασίας σύνηθες) : Ἐλαιόλαδον καλῆς γεύσεως τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξὺ δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 3 ο)ο, μὲ περιθώριον ἀνοχῆς ἐπὶ ταύτης 10 ο)ο.

δ) «Μειονεκτικὸν» (LAMPANTE) : Ἐλαιόλαδον μὲ ἐλαττωματικὴν γεῦσιν τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκπεφρασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ 3,3 ο)ο.

2) Ἀνακαθαρισμένα (Ραφιναρισμένα), ἐλαιόλαδα (HUILES D'OLIVE RAFFINEES). (Σημείωσις : Δύναται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθῇ ἡ ἔκφρασις «καθαρὸν ραφιναρισμένον ἐλαιόλαδον» (HUILE D'OLIVE PURE RAFFINEE), λαμβανόμενα δι' ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) τῶν παρθένων ἐλαιολάδων.

3) Γνήσια ἐλαιόλαδα, (HUILES PURES D'OLIVE) : Ἀποτελούμενα ἐκ μίγματος παρθένου καὶ ραφιναρισμένου ἐλαιολάδου. Τὰ μίγματα δύνανται ἐπίσης ν' ἀποτελοῦν τύπους τῶν ὁποίων τὰ χαρακτηριστικὰ δύνανται νὰ καθορίζωνται ἀπὸ συμφώνου, μεταξὺ τῶν πωλητῶν καὶ τῶν ἀγοραστῶν.

4) Ἔλαια ἐλαιοπυρήνων «Πυρηνέλαια» (HUILES DE GRIGNONS D'OLIVE) : Λαμβανόμενα, κατόπιν ἐπεξεργασίας τῶν ἐλαιοπυρήνων μὲ διαλυτικά.

5) Ἀνακαθαρισμένα (ραφιναρισμένα) Πυρηνέλαια. (HUILES DE GRIGNONS D'OLIVE RAFFINEES) : Λαμβανόμενα δι' ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) τῶν ἐλαίων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 4 καὶ προοριζόμενα, πρὸς διατροφήν.

Σημείωσις: Τὸ μῖγμα τοῦ ἀνακεκαθαρμένου (ραφιναρισμένου) πυρηνελαίου καὶ παρθένου ἐλαιολάδου —συνήθως χρησιμοποιουμένου διὰ τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν μερικῶν ἐλαιοπαραγωγικῶν χωρῶν— ὀνομάζεται ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον) πυρηνέλαιον καὶ ἐλαιόλαδον. Τὸ μῖγμα αὐτό, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, δύναται νὰ ὀνομασθῇ, ἁπλῶς, ἐλαιόλαδον.

6) Ἔλαια ἐλαιοπυρήνων «Πυρηνέλαια» διὰ τεχνικὰς χρήσεις. Ἅπαντα τὰ λοιπὰ ἔλαια τὰ προερχόμενα ἐκ τῶν ἐλαιοπυρήνων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'.

Συντελεσταὶ ἀπονεμόμενοι εἰς ἑκάστην τῶν κάτωθι κυρίων παραγωγικῶν Χωρῶν καὶ προοριζόμενοι διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πληρωμῆς τῆς εἰσφορᾶς εἰς τὸ Ταμεῖον τῆς Διαφημίσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἀλγέριον	1,67
Ἱσπανία	45,33
Ἑλλὰς	4,00
Ἰσραὴλ	0,25
Ἰταλία	33,67
Λιβύη	0,41
Μαρόκον	1,00
Πορτογαλία	2,34
Τύνις	10,00
Τουρκία	1,33
Σύνολον :	100.00

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ'.

Χῶραι, κυρίως, παραγωγικαί :

Ἀλγέριον	40
Ἱσπανία	420
Ἑλλὰς	180
Ἰσραὴλ	20
Ἰταλία	420
Λιβύη	25
Μαρόκον	40
Πορτογαλία	120
Τύνις	110
Τουρκία	100

Χῶραι, κυρίως, εἰσαγωγικαί :

Δυτικὴ Γερμανία	5
Αὐστρία	3
Βέλγιον	3
Γαλλία	35
Λουξεμβοῦργον	3
Ἡνωμένον Βασίλειον	5
Σενεγάλη	3

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Δ'.

Ἄρθρα 26, 28, 29 καὶ 33 (παράγραφος 1) τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ ἐλαιολάδου τοῦ 1956.

Ἄρθρον 26.

Οἱ ἀντιπρόσωποι οἱ συγκεντρώνοντες τὰ 2)3 τῶν ψήφων τῶν, κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ τὰ 2)3 τῶν ψήφων τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν χωρῶν, συγκροτοῦσι ὁμοῦ τὴν ἀπαρτίαν κατὰ πᾶσαν συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἡ ἀπαρτία αὕτη δὲν ἐπιτευχθῇ τὴν ὁρισθεῖσαν διὰ τὴν συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου, ἡμέραν, συμφώνως πρὸς τό, ὡς ἄνω, ἄρθρον 25, ἡ, ὡς ἄνω, Συνεδρίασις γίνεται μετὰ τριή-

μερον, τὸ βραδύτερον, ὁπότε τὸ Συμβούλιον εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ, ἐφ' ὅσον παρίστανται ἀντιπρόσωποι συγκεντροῦντες τὰ 50 ο)ο, τοῖς ἑκατόν, τοὐλάχιστον, τοῦ συνόλου τῶν ψήφων τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 28.

1. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διακρίνονται εἰς δύο ὁμάδας: εἰς τήν, τῶν, κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν καὶ εἰς τήν, τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν τοιούτων.

2. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν, διαθέτουν εἰς τὸ Συμβούλιον μίαν ψῆφον, ἀνὰ χιλίους τόννους ἐλαιολάδου παραχθέντος κατὰ μέσον ὅρον, ἐτησίως, κατὰ τὴν περίοδον τοῦ 1949)1950 ἕως 1954)55, χωρὶς οὐδεμία Κυβέρνησις νὰ δύναται νὰ διαθέτῃ ὀλιγώτερον τῆς μιᾶς ψήφου εἰς τὸ Συμβούλιον.

3. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν, κυρίως, εἰσαγωγικῶν τοῦ ἐλαιολάδου, Χωρῶν, διαθέτουν εἰς τὸ Συμβούλιον ἀριθμὸν ψήφων, ἴσον πρὸς τὰ 25 ο)ο τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τῶν παρεχομένων εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν, κυρίως, παραγωγικῶν χωρῶν. Αἱ ψῆφοι αὗται κατανέμονται μεταξὺ αὐτῶν, κατ' ἀναλογίαν τοῦ μέσου ὅρου τῶν εἰσαγωγῶν των κατὰ τὰ ἔτη 1951—1954, χωρὶς οὐδεμία Κυβέρνησις νὰ δύναται νὰ διαθέτῃ ὀλιγώτερον τῆς μιᾶς ψήφου εἰς τὸ Συμβούλιον.

4. Δὲν ὑπάρχει κλάσμα ψήφου.

5. Ἐὰν μετέχουσα Κυβέρνησις ἐπικαλουμένη τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 24, ζητήσῃ τὴν χωριστὴν ἐκπροσώπησιν ἑνὸς ἢ πλειόνων μὴ Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, ὧν ἀσφαλίζει τὴν διεθνῆ ἐκπροσώπησιν, τὸ ἔδαφος τοῦτο ἢ τὰ ἐδάφη ταῦτα, κατατάσσονται εἰς τὴν ὁμάδα τὴν ἀντιστοιχοῦσαν εἰς τὴν κυρίαν των ἐλαιοκομικὴν δραστηριότητα, χωρὶς ὁ ἀριθμὸς τῶν ψήφων, ἃς διαθέτουσιν ἐν τῷ συνόλῳ, αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις καὶ τὰ ἐδάφη των τὰ κεχωρισμένως ἐκπροσωπούμενα, νὰ δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου.

Ἄρθρον 29.

1. Τὸ Συμβούλιον κατὰ τὴν πρώτην αὐτοῦ συνεδρίασιν θὰ καθορίσῃ τὸν ἀριθμὸν ψήφων τῶν ἀνηκουσῶν εἰς ἑκάστην μετέχουσαν Κυβέρνησιν, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 28 τοῦ παρόντος.

2. Ἐν συνεχείᾳ τὸ Συμβούλιον θὰ ἐπανεξετάζῃ ἢ θὰ ἀνακατανέμῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀνηκουσῶν εἰς ἑκάστην τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων:

α) Ὁσάκις νέα τις Κυβέρνησις προσχωρεῖ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

β) Ὁσάκις μετέχουσά τις Κυβέρνησις ἀποσύρεται τῆς Συμφωνίας.

γ) Ὁσάκις πραγματοποιοῦνται αἱ ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 24 καὶ τοῦ ἄρθρου 41 τῆς Συμφωνίας προβλεπόμεναι περιπτώσεις.

Ἄρθρον 33. (Παράγραφος 1).

1. Τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ τῶν μελῶν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς βαρύνουν τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις των. Αἱ λοιπαὶ ἀπαραίτητοι διὰ τὴν διοίκησιν τῆς παρούσης Συμφωνίας δαπάναι, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἀμοιβῶν τῶν καταβαλλομένων ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, καλύπτονται ἐκ τῶν ἐτησίων εἰσφορῶν τῶν μετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Κυβερνήσεων. Ἡ εἰσφορὰ ἑκάστης μετεχούσης κυρίως παραγωγικῆς χώρας εἶναι ἀνάλογος πρὸς τὸν ἀριθμὸν τῶν ψήφων τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ αὕτη, ὅταν θὰ ἐγκριθῇ ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ ἐν λόγῳ παραγωγικοῦ ἔτους. Ἡ εἰσφορὰ τῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν θὰ ὁρισθῇ δι' εἰδικῆς συμφωνίας, μεταξὺ ἑκάστης τούτων καὶ τοῦ Συμβουλίου ἀναλόγως τῆς σπουδαιότητός των εἰς τὴν ἐλαιοπαραγωγικὴν οἰκονομίαν.

Ἄρθρον δεύτερον.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Χώρας εἰς τὴν ὡς ἄνω κυρουμένην Διεθνῆ Συμφωνίαν ἀναγράφεται εἰς τὸν προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας ἀπὸ τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1965 ἡ ἀναγκαία πίστωσις ὑπὸ ἴδιον Κεφάλαιον καὶ ἄρθρον.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
Γ. ΑΘΑΝΑΣΙΑΔΗΣ - ΝΟΒΑΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΙΩΑΝ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ, ΦΩΚ. ΖΑΪΜΗΣ, ΣΤ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΜΕΛΑΣ, ΕΜΜ. ΚΟΘΡΗΣ, ΙΩΑΝ. ΓΚΛΑΒΑΝΗΣ, ΚΩΝ. ΜΑΡΗΣ, ΧΡ. ΒΑΣΜΑΤΖΙΔΗΣ, ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, ΦΩΤ. ΠΙΤΟΥΛΗΣ, ΘΕΟΧ. ΡΕΝΤΗΣ, ΚΛ. ΠΙΑΛΟΓΛΟΥ, ΑΧ. ΛΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΔΕΝΔΡΙΝΟΣ, Δ. ΓΕΩΡΓΙΟΥ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουλίου 1966

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 642

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἐνίων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας προσωπικοῦ ΗΕΜ τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ ἀπὸ 17.12.1930 Διατάγματος.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

1) Τὰ ἄρθρα 1, 2 καὶ 3 τοῦ Νόμου 3752)29 «περὶ κυρώσεως διὰ Διαταγμάτων Κανονισμῶν κ.λ.π.».

2) Τὸ ἀπὸ 8.2.1929 Διάταγμα «περὶ ἐκπροσωπήσεως τοῦ προσωπικοῦ κατὰ τὴν δισδικασίαν κυρώσεως Κανονισμοῦ».

3) Τὴν ἀπὸ 26.2.1966 ἀπόφασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας προσωπικοῦ Η.Ε.Μ.

4) Τὴν σύμφωνον γνώμην τῆς Η.Ε.Μ. καὶ τῆς Ἑνώσεως Προσωπικοῦ Η.Ε.Μ. διατυπουμένην εἰς τὰς ὑπ' ἀριθ. 619) 25.4.1966 καὶ 81)22.4.1966 ἀναφορᾶς αὐτῶν.

5) Τὴν γνώμην τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας διατυπωθεῖσαν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 511)1966 πρακτικὸν αὐτοῦ.

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ διὰ τοῦ ἀπὸ 17.12.1930 Προεδρικοῦ Διατάγματος κυρωθέντος Κανονισμοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας ἑκάστης τῶν ἐν Ἑλλάδι Σιδηροδρομικῶν καὶ τροχιοδρομικῶν Ἐπιχειρήσεων, ὡς ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη διὰ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Β. Δ)τος τῆς 26.7.1955 τροποποιεῖται καὶ συμπληροῦται διατυπουμένη ἐν τῷ συνόλῳ της ὡς ἀκολούθως:

3) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐν νοσοκομείῳ ἢ κλινικῇ νοσηλείας τοῦ μονίμου προσωπικοῦ θὰ καταβάλωνται αὐτῷ σὶ ἀπολαβαί του ἐπὶ τετράμηνον ὡς καὶ τὰ 2)3 αὐτῶν ἐπὶ δύο εἰσέτι μῆνας.

Διὰ τοὺς νοσηλευομένους εἰς σανατόρια καὶ συντηρούντας οἰκογένειαν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Ταμείου, δύναται κατόπιν εἰσηγήσεως τοῦ Ἀρχιάτρου, νὰ ἀποφασίσῃ τὴν συνέχισιν τῆς καταβολῆς τῶν 2)3 τῶν ἀπολαβῶν καὶ πέραν τοῦ ἑξαμήνου ἀλλὰ μέχρις ὀκτὼ μηνῶν τὸ πολύ..

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸν ἀναθέτομεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 643

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἀπὸ 7.6)26.7.52 Β.Δ. τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὰ Ἀεροπορικὰ Πτυχία Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενέστερον.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰ ἄρθρα 9 καὶ 26 τοῦ Ν. 5017)1931 «περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας».

2. Τὸ ἄρθρον 90 τῆς διὰ τοῦ Ν. 211)1947 κυρωθείσης Συμβάσεως «περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας» καὶ

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 520)1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ παράγραφος 27.2 τοῦ ἄρθρου 27 τοῦ προστεθέντος εἰς τὸ ἀπὸ 7.6)26.7.1952 Β. Δ. διὰ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 11.6)28.7.1954 Β. Δ)τος, ὡς ἡ παράγραφος αὕτη ἀντικατεστάθη διὰ τῆς παραγράφου 12 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ ἀπὸ 31.1)26.2.1955 Β. Δ)τος, ἀντικαθίσταται καὶ αὖθις ὡς ἀκολούθως:

«27.2. Προσόντα πρὸς ἀπόκτησιν τοῦ Πτυχίου ΙΣ.

Ὁ ὑποψήφιος δέον ὅπως κέκτηται τῆς ἀπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. Δ. 2624)53 προβλεπομένης ἀδείας Ραδιοτεχνίτου τοὐλάχιστον καὶ τριετοῦς ἐπαγγελματικῆς ἐξασκήσεως, ἐξ ἧς μονοετὴς τοὐλάχιστον ἐπὶ ἠλεκτρονικῶν συσκευῶν ἀεροσκαφῶν».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ

(4)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 644

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 15. 12. 1955)10.1.1956 Β. Δ)τος περὶ σημάτων ἐθνικότητος καὶ νηολογήσεως ἀεροσκαφῶν Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 9, 14, 21 καὶ 24 τοῦ Ν. 5017)1931 «περὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας».

2. Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 20 καὶ 37 τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν. 211)1947 Συμβάσεως «περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας».

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 563)1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1

Ἡ παράγραφος 2 τῆς περιπτώσεως ΙΙ τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 15.12.1955)10.1.1956 Β. Δ)τος, ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«2. Τὰ σήματα ἐπὶ τῶν πτερύγων φέρονται ἄπαξ ἐπὶ τοῦ ἀριστεροῦ ἡμίσεος τῆς κάτω ἐπιφανείας αὐτῶν, ἐκτὸς ἐὰν ἐκτείνωνται κατὰ μῆκος ὁλοκλήρου τῆς κάτω ἐπιφανείας τῶν πτερύγων καὶ κατὰ τὸ δυνατὸν εἰς ἴσην ἀπόστασιν ἐκ τοῦ χείλους προσβολῆς, μὲ τὴν κορυφὴν τῶν γραμμάτων ἢ ἀριθμῶν ἐστραμμένην πρὸς τὸ χεῖλος προσβολῆς».

Ἄρθρον 2

Ἡ παράγραφος 2 τῆς περιπτώσεως ΙΙ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ὡς ἄνω Β. Δ)τος ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«2. Τὰ ἐπὶ τῆς ἀτράκτου σήματα δέον νὰ μὴ ἐξικνοῦνται μέχρι τῶν ἐξωτερικῶν γραμμῶν αὐτῆς (περιμετρικὴ γραμμή).

Τὰ ἐπὶ τῶν καθέτων ἐπιφανειῶν τοῦ αὐραίου πτερώματος σήματα, δέον νὰ ἀφήνουν περιθώριον τοὐλάχιστον πέντε (5) ἑκατοστομέτρων (2 ἰντσῶν) ἀπὸ ἑκάστου ἄκρου τούτου.

Τὸ ὕψος τῶν ἐπὶ τῆς ἀτράκτου (ἢ ἰσοδυνάμου κατασκευῆς) καὶ τῶν ἐπὶ τῶν καθέτων ἐπιφανειῶν τοῦ αὐραίου πτερώματος φερομένων σημάτων, τῶν ἀεροδύνων, δέον νὰ εἶναι τοὐλάχιστον 30 ἑκατοστόμετρα (12 ἴντσες)».

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΙΩΑΝ. ΓΙΑΜΑΣ

(5)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 645

Περὶ προσθήκης τῆς Ρευματολογίας εἰς τὰς συναφεῖς Ἰατρικὰς Εἰδικότητας.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν: 1) Τὰς διατάξεις τῆς παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 29 τοῦ Ν. Δ)τος 3895)1958, 2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 113)2.5.1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἰατρικῶν Εἰδικοτήτων, 3) τὴν ὑπ' ἀριθ. 523)1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

1. Εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ Ν. Δ)τος 3366)55 «περὶ ἀσκήσεως ἰατρικοῦ ἐπαγγέλματος καὶ ἰατρικῶν εἰδικοτήτων κλπ.» ὁριζομένας συναφεῖς ἰατρικὰς εἰδικότητας προστίθεται καὶ ἡ συναφὴς πρὸς τὴν Παθολογίαν Ἰατρικὴ Εἰδικότης Ρευματολογίας.

2. Ἡ σχετικὴ ἄδεια δύναται νὰ χορηγῆται εἰς ἰατροὺς κεκτημένους τὴν εἰδικότητα τῆς Παθολογίας καὶ ἔχοντας μεταγενέστερον εἰδικὴν μετεκπαίδευσιν ἐπὶ διετίαν εἰς εἰδικὰ Ρευματολογικὰ Κέντρα τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἀλλοδαπῆς.

3. Κατὰ τὴν πρώτην ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος καὶ ἐπὶ τρίμηνον ἐπιτρέπεται ἡ χορήγησις τοῦ τίτλου τῆς συναφοῦς Ἰατρικῆς Εἰδικότητος τῆς Ρευματολογίας καὶ εἰς Ἰατροὺς κεκτημένους τὸν τίτλον τῆς ἰατρικῆς εἰδικότητος τῆς Παθολογίας, ἐφ' ὅσον ἔχουν ἀσχοληθῆ ἀποδεδειγμένως καὶ εἰδικῶς εἰς τὴν ρευματολογίαν τοὐλάχιστον ἐπὶ τριετίαν.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

(6)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 646

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 359)65 Β. Δ)τος «περὶ καθορισμοῦ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις: 1) Τοῦ Ν. 3487)55 «περὶ κοινωνικῆς ἀσφαλίσεως ἀγροτῶν», 2) τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Ν. Δ)τος 4440)64 «περὶ συμπληρώσεως διατάξεων τινῶν τοῦ Ν. 3487)55», 3) τὸ ὑπ' ἀριθ. 359)65 Β. Δ)γμα «περὶ καθορισμοῦ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων», 4) τὴν ὑπ' ἀριθ. 27)24.6.65 ἀπόφασιν τοῦ Ν. Σ. Ὑγείας Λακωνίας «περὶ μεταχαρακτηρισμοῦ τοῦ Ἀγροτικοῦ Ἰατρείου Α' τάξεως Σκούρας Λακωνίας εἰς ἡμιορεινόν», 5) τὴν ὑπ' ἀριθ. 82836)9.5.66 ἔγκρισιν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους, 6) τὴν ὑπ' ἀριθ. 521)15.6.1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Τροποποιεῖται τὸ ὑπ' ἀριθ. 359)65 Β. Δ)γμα «περὶ καθορισμοῦ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων» ὅσον ἀφορᾷ τὸν Νομὸν Λακωνίας ὡς ἑξῆς:

Τὸ Πεδινὸν Ἀγροτικὸν Ἰατρεῖον Α' τάξεως Σκούρας Λακωνίας μεταχαρακτηρίζεται, εἰς Ἡμιορεινὸν Ἀγροτικὸν Ἰατρεῖον Α' τάξεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Δ)τος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

(7)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 647

Περὶ καταργήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 13)6.9.56 Β. Δ)τος «περὶ συστάσεως Πρωτοβαθμίου Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν: 1) Τὸ ἄρθρον 11 παρ. 2 καὶ 9 τοῦ Ν. 1811)51, 2) τὸ ὑπ' ἀριθ. 13)6.9.56 Β. Δ)γμα (ΦΕΚ 212)24.9.56 Τ. Α') «περὶ συστάσεως Πρωτοβαθμίου Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας» τῆς 3) τὴν ὑπ' ἀριθ. 6814)24.3.66 ἀναφορὰν τῆς Νομαρχίας Ἀρκαδίας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Καταργεῖται τὸ ὑπ' ἀριθ. 13)6.9.56 Β. Δ)γμα (ΦΕΚ 212)24.9.56 Τ. Α') «περὶ συστάσεως Πρωτοβαθμίου Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς ἐν Δημητσάνῃ τοῦ Νομοῦ Ἀρκαδίας» τῆς ἁρμοδιότητος τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ἐπανερχομένης εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Πρωτοβαθμίου Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς Τριπόλεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ἰουνίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

(8)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 648

Περὶ τροποποιήσεως τῶν ὑπ' ἀριθ. 358)65 καὶ 359)65 Β. Δ)των «περὶ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις: 1) Τοῦ Ν. 3487)55 «περὶ κοινωνικῆς ἀσφαλίσεως ἀγροτῶν», 2) τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Ν. Δ)τος 4440)64 «περὶ συμπληρώσεως διατάξεών τινων τοῦ Ν. 3487)55», 3) τὰ ὑπ' ἀριθ. 358)65 καὶ 359)65 Β. Δ)τα «περὶ καθορισμοῦ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων», 4) τὰς ὑπ' ἀριθ. 51)11.11.65 καὶ 54)2.11.65 ἀποφάσεις Ν. Σ. Ὑγείας ἀντιστοίχως Νομῶν Βοιωτίας καὶ Μεσσηνίας, 5) τὰς ὑπ' ἀριθ. 108454)17.5.66 καὶ 107061)17.5.66 ἐγκριτικὰς τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους, 6) τὴν ὑπ' ἀριθ. 524)15 Ἰουνίου 1966 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Τροποποιοῦνται τὰ ὑπ' ἀριθ. 358)65 καὶ 359)65 Βασ. Δ)τα «περὶ καθορισμοῦ Ἀγροτικῶν Ἰατρείων» ὅσον ἀφορᾷ τοὺς Νομοὺς Βοιωτίας καὶ Μεσσηνίας ὡς ἑξῆς:

1) Τὰ Β' τάξεως, ὀρεινὸν Ἀγροτικὸν Ἰατρεῖον Δαυλείας Νομοῦ Βοιωτίας μετατρέπεται εἰς Α' τάξεως ὀρεινὸν Ἀγροτικὸν Ἰατρεῖον.

2) Τὸ ἡμιορεινόν, Α' τάξεως Ἀγροτικὸν Ἰατρεῖον Κοπανακίου Νομοῦ Μεσσηνίας, μεταχαρακτηρίζεται εἰς ὀρεινόν, Α' τάξεως Ἀγροτικὸν Ἰατρεῖον.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ὑγιεινῆς Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Δ)τος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ἰουλίου 1966

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΘ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΗΜΑΡΤΗΜΕΝΩΝ

(9)

Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθμ. 566 Β. Δ. τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν τῆς 29.6.66, ὅπερ ἐδημοσιεύθη εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 135, τεῦχος Α' τῆς 7.7.66 Φ.Ε.Κ. ἐπιφέρονται αἱ κάτωθι διορθώσεις.

1) Ἐν σελίδι 835, στήλη δευτέρα, στίχῳ δευτέρῳ τοῦ ἄρθρου 1, ἡ ἐν τῷ κειμένῳ φράσις «τοῦ διὰ τοῦ ἀπὸ 18.8.1955 Β.Δ.», διορθοῦται εἰς τὸ ὀρθὸν «τοῦ διὰ τοῦ ἀπὸ 18.8.1953 Β.Δ.».

2) Ἐν σελίδι 836, στήλη πρώτη, στίχῳ εἰκοστῷ τοῦ Πίνακος, τοῦ ἄρθρου 3, ἡ ἐν τῷ κειμένῳ φράσις «εἰς τὰς τέσσαρας ὁμάδας», διορθοῦται εἰς τὸ ὀρθόν, διὰ τῆς διαγραφῆς τῆς λέξεως «τάς,» ἤτοι «εἰς τέσσαρας ὁμάδας».

Ὁ Γεν. Διευθυντὴς
Ι. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

(10)

Εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 556 Β.Δ. τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν τῆς 11.6.66, ὅπερ ἐδημοσιεύθη εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 132, τεῦχος Α', τῆς 29.6.66 Φ.Ε.Κ., ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις:

Ἐν σελίδι 817, στήλη δευτέρα, στίχῳ πέμπτῳ τῆς 23ης παραγράφου, ἡ ἐν τῷ κειμένῳ φράσις «εἰδικῆς κατηγορίας» διορθοῦται εἰς τὸ ὀρθὸν «εἰδικῆς ὑποκατηγορίας».

Ὁ Γεν. Διευθυντὴς
Ι. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1966 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κλπ.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	37.50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ.' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048)5321)31.7.65 (RONEO 136) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται καὶ διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ